



## CÔTE D'IVOIRE : LA TRISTE FIN



**BENIN**

**YAYI BONI**  
DEMOCRATIE EN  
DANGER



**YANNICK NOAH**

LYON A VÉCU LA  
SAGA AFRICA !



**SÉNÉGAL**

ABDOULAYE WADE  
ONZE ANS APRES...



**CONGO  
BRAZZAVILLE**

VERS UNE ESPERANCE  
ECONOMIQUE ET  
SOCIALE



**INVITE DU MOIS**

LA SPONDYLARTHRITE  
A FAIT BASCULER  
MA VIE



# DRAME IVOIRIEN ET LIBYEN : L'INDIFFÉRENCE DES AFRICAÏNS

**D**rame ivoirien et libyen : l'indifférence des Africains  
Ne dit-on pas que c'est dans les moments difficiles que l'on reconnaît ses vrais amis. Les Ivoiriens et les Libyens sont en train d'en faire l'amère expérience. La guerre civile en Libye et en Côte d'Ivoire a créé dans ces deux pays une véritable crise humanitaire aiguë qui nécessite une aide urgente.

Cette aide tant attendue par les Libyens de Benghazi, de Zawiyah ou encore les Ivoiriens de Duékoué et d'Abidjan pour ne citer que ces villes les plus touchées par la crise humanitaire, ne viendra jamais du côté du Sud. Ou du moins, la solidarité agissante sud-sud ne se manifesterait pas au grand désespoir des populations sinistrées et prises au piège des conflits armés.

Pis, ni l'Union Africaine ni la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) à un niveau plus régional ne bougeront le petit doigt, ne serait-ce que pour inciter les Etats membres à se montrer solidaires du drame libyen et ivoirien. Elles ont toutes affiché leur indifférence.

Si en Libye, dès l'entame de la guerre du clan Kadhafi contre les insurgés un corridor humanitaire a été ouvert par les Nations Unies, cela ne semble pas être le cas pour la Côte d'Ivoire. Avant même que la crise postélectorale ivoirienne n'atteigne son paroxysme, ce pays était déjà placée sous embargo de tous produits en provenance de l'Union Européenne y compris les médicaments (Sic !)

Aucun des pays limitrophes à la Côte d'Ivoire en l'occurrence le Mali, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée (...) dont les communautés sont majoritairement représentées, n'ont été sensibles à cet isolement humanitaire inqualifiable.

Pendant que les populations civiles recluses dans les zones de conflit meurent de faim ou sont privées de tous soins, les organisations africaines dans l'indifférence totale, ne se contentent qu'à faire des déclarations de bon sens sans la moindre compassion.

Vu l'ampleur de la situation humanitaire catastrophique en Libye et en Côte d'Ivoire, il est évident que l'on ne peut pas tout attendre de l'Onu à travers ses organismes comme le HCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés) et le PAM (Programme Alimentaire Mondial).

Les Africains devraient pouvoir montrer au monde entier qu'ils sont capables de s'assumer et de se prendre en charge en puisant par exemple dans leurs greniers et leurs réserves pharmaceutiques pour venir en aide aux Libyens et aux Ivoiriens.

D'autant plus que si cette situation de guerre venait à perdurer dans ces deux pays, il est à craindre que la crise humanitaire fasse plus de victimes que les guerres elles-mêmes.

Clément YAO

### DERNIERE MINUTE

Le 11 avril vers 13 heures GMT, Abidjan est devenue capitale du monde. Laurent Gbagbo a été arrêté par les FRCI et serait maintenant au QG de son adversaire. Les réactions et les sentiments se bousculent : d'abord un soulagement ! Des questions restent en suspens : les conditions de l'arrestation ? Et viennent ensuite les premières images : le vieux lion défait, en sueur, hagard. D'ailleurs elles tourneront en boucle tout au long de la journée sur toutes les chaînes de télévision du monde entier. Voir un chef d'Etat, quelque soit son passif, traité de cette manière, brandit comme un trophée de guerre par les « com'zones » et qui plus est, photographié en sous-vêtement est une humiliation pour Laurent Gbagbo, le peuple ivoirien et l'Afrique toute entière !

Ensuite, les réflexions et les rétrospectives reprennent le dessus. Les hérauts se chargeront du décompte macabre provoqué par l'entêtement de cet homme assis tranquillement dans un fauteuil en moleskine rouge. Il répondra de ses actes, de son bilan d'une décennie de pouvoir chaotique. Vae victis\* (malheur aux vaincus) !

Cette arrestation amène d'autres questions : est-ce la fin de la guerre civile ? Le chantier est incommensurable : la crise humanitaire, le sort réservé aux partisans de Laurent Gbagbo, la démobilisation des réservistes, la réconciliation nationale. Près de 17 ans après la mort du Vieux Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire n'en a pas fini de régler son héritage.

# Dossier

## Bénin



**En 2006, il a fallu deux tours de scrutin pour que le candidat Yayi Boni s'impose. Cette fois-ci, il est réélu dès le premier tour avec 53,2%. Victoire contestée et pour cause : la liste électorale comme le déroulement de la consultation sont sujets à caution. Un scénario à l'ivoirienne ? Peu probable : après les élections législatives du 17 avril 2011, peut-être !**



YAYI BONI / ADRIEN HOUNGBEDJI / ABT

### L'APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE

Les citoyens béninois ont été finalement appelés à se rendre aux urnes le 13 mars dernier. La date des élections présidentielles a subi deux reports. D'abord annoncé le 27 février, différé le 6 mars avant de se tenir le 13 mars. Est-ce bien dramatique ? Oui ! Aux yeux des orthodoxes du Droit Constitutionnel, la ligne jaune est franchie. La République se devrait d'élire un nouveau chef d'Etat avant la date fatidique du 15 avril. Sinon on tomberait dans l'anti-constitutionnalité car le mandat du président-sortant est censé s'achever à cette date.

Le report à plusieurs reprises de cette consultation reflète la méfiance que vouent les partis de l'opposition d'une part, sur la neutralité et l'impartialité des différents organes électoraux et d'autre part sur la participation pleine et entière de tout citoyen en âge de voter.

Lorsque le multipartisme a été imposé sur le continent africain, après la chute du mur de Berlin en 1989, les chefs d'Etats l'ont accepté à contrecœur. Mais leur capacité d'adaptation a quelque peu biaisé le paysage politique. Ils se sont servis de l'ethnie et du clientélisme pour créer leur parti et bâtir ainsi un socle électoral. La démocratie occidentale a été « tropicalisée », détournée de sens premier c'est-à-dire une charge confiée par le peuple dans un

laps de temps déterminé. Le message d'ouverture politique leurs était imposé par une injonction extérieure pour l'intégration de l'Afrique dans la mondialisation. L'octroi du financement des bailleurs de fonds se jugeaient désormais à l'aune de la bonne gouvernance et de l'ouverture aux partis adverses. Pour autant, les despotes ne cèdent qu'une part infime de leur pouvoir. Ils mettront alors tous les moyens pour se maintenir sur le trône.

Le dernier avatar de cette démocratie poussée à l'extrême a également engendré une atomisation de l'offre politique. Le citoyen, trop longtemps muselé, a enfin trouvé un moyen de s'exprimer. Si bien qu'une association ou un groupe de réflexion se sont vite transformés en mouvement politique. Cette myriade de partis politiques, à chaque échéance électorale, essayent vainement de peser sur le choix des candidats. Ils vont plutôt dans le sens du candidat susceptible de leur offrir un rogaton.

Un peu partout sur le continent, les élections présidentielles, censées ramener une alternance au sommet de l'Etat se sont transformé en cirque. Les présidents sortant font tout pour rester dans les clous : éviter les scores, trop flagrants, dignes de l'empire soviétique ; accepter la présence des observateurs internationaux, synonymes d'intégrité et d'équité.

C'est ce scandale que les sociétés civiles et les citoyens ont, dès le départ, dénoncé. Tandis que les candidats malheureux ne peuvent que constater

amèrement les irrégularités et l'iniquité des résultats sortis des urnes. Ils revendiquent davantage de transparence. Celle-ci passe d'abord par un meilleur recensement de la population. Ensuite, la fiabilité d'une consultation passe par une bonne confection de liste électorale. Autrefois, la méthode d'enregistrement manuel des électeurs constitue un point de discordance et systématiquement sujette à caution. Les revendications des citoyens comme des partis d'opposition, ayant le sentiment de se sentir floués à chaque consultation électorale, se sont déplacées plus en amont de l'échéance. Recensement, liste électorale, commission électorale nationale indépendante, bulletin unique ; tels sont, depuis quelques décennies, les vertus cardinales d'une bonne démocratie.

### LEPI : POMME DE DISCORDE

Le Bénin a ainsi accepté de jouer le jeu. Il s'est doté d'outils comme la Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI) contenant le nombre de citoyens en âge de voter et qui doit traduire le Recensement National Approfondi (RENA). Malgré cela, les candidats de l'opposition contestent ladite LEPI. Adrien Houngbedji, candidat de l'Union pour la Nation (UN) avait déclaré que : « La fiabilité de la liste électorale pose encore de gros problèmes. Les bureaux de vote ne sont pas bien identifiés, beaucoup d'électeurs ne sont pas pris en compte... ». Le soupçon se porte sur l'administration, considérée acquise à la cause de la majorité donc du Président sortant. De même que la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA), malgré le dosage subtil et sa composition, ne sera jamais épargnée par les critiques ; et sa neutralité sera toujours mise en doute.

### DU RIFI FI À LA CENA

D'emblée, cette consultation populaire, passée au forceps, a connu quelques ratés mémorables. L'ambiance était partagée entre la colère renfrognée et à l'indignation. Pourquoi vouloir coûte que coûte convoquer les citoyens si l'intendance ne suit pas ?



Par exemple, l'organisation et la logistique : des électeurs qui faisaient le pied de grue en attendant que la liste électorale ou les bulletins de vote soient acheminés ; l'irrégularité dans la désignation des agents des bureaux de vote. Depuis la fermeture des bureaux de vote, tous les regards s'étaient tournés vers la CENA. Une noria de camions achemine des cantines de procès-verbaux vers Cotonou, lieu de centralisation des résultats. Le Bénin était ainsi suspendu, pendant pratiquement une semaine, aux informations parcimonieuses que diffuse la CENA : à défaut de tendance, le citoyen devait se contenter des taux de participation égrenée en longueur de journée.

**COMMENT POURRAIT-IL AUTREMENT ?** Faute d'infrastructure adéquate, le continent africain ne peut encore aujourd'hui se permettre de basculer intégralement dans le traitement informatique des résultats électoraux. En ce qui concerne cette élection présidentielle, les procès-verbaux en question sont saisis par des opérateurs et traités ensuite dans un programme informatique conçu sur la base de 350 électeurs par bureau de vote. Comme la LEPI est déjà biaisée en amont c'est-à-dire avant le déroulement des votes, le résultat fera systématiquement l'objet d'une contestation. La technologie apporte une célérité de traitement et a été introduit pour éviter le tripatouillage massif ; force est de constater que ce n'est pas du tout la panacée !

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase fut sans aucun doute l'attitude pour le moins cavalière du président de la CENA, Joseph Gnonlonfonou : sans en référer aux autres membres de la Commission, il convoque en catimini un groupe de journalistes, triés sur les volets, pour proclamer un résultat provisoire alors que le règlement stipule qu'une séance plénière de la CENA devrait avoir lieu avant toute publication.

## YAYI BONI RÉÉLU DÈS LE 1ER TOUR ?

53,2% ; tel est le résultat provisoire proclamé par la CENA. Le scrutin est plié et il n'y aura pas de second tour. Le vieux briscard Adrien Houngbedji de l'Union fait la Nation (UN) et l'alter-ego



du Président sortant, (Abdoulaye Bio Tchane (ABT 2011), complètent le podium avec respectivement de 35,7% et 6,5% des suffrages. Les onze autres candidats restant se sont départagés le reliquat de 5,4%. Ces résultats ont été depuis validés par le Conseil Constitutionnel.



Adrien Houngbedji dénonce des fraudes massives dans le Nord du pays et qualifie ce résultat de « **hold-up électoral** ». Il s'estime aujourd'hui, d'après les statistiques de son état-major, être à environ 47%. Dans ce cas-là, un second tour de scrutin s'impose pour arbitrer les deux candidats. Il ne s'embarrasse pas de dénoncer la partialité du Conseil Constitutionnel : « **La proclamation des résultats par la Cour constitutionnelle est une preuve supplémentaire du complot et de la collusion ourdie contre la démocratie béninoise...** » Et se proclame dans la foulée « **Président-élu** » !



## LE BÉNIN A DÉSORMAIS À SA TÊTE DEUX CHEFS D'ÉTAT.

Le spectre d'une crise postélectorale se profile à nouveau dans un pays membre de la CEDEAO avec une situation qui risque de dégénérer vers une contestation violente. Les candidats malheureux ont déposé des recours, par voie légale, auprès du Conseil Constitutionnel pour demander une annulation des élections présidentielles entachées de fraudes et d'irrégularités. En effet, l'opposition estime à au moins 700 000, le nombre d'électeurs omis sur un total de 3,5 millions inscrits. Le 24 mars, une velléité de manifestation à Cotonou, rapidement étouffée, s'est soldée par l'intervention musclée des forces de l'ordre faisant plusieurs blessés et quelques arrestations dont le député Raphael Akotegnon (UN).



Le Bénin va-t-il faillir cette fois-ci à sa réputation de pays dotée d'une sagesse démocratique ? Côté vainqueur, les partisans du président Yayi Boni semblent avoir déjà tournés la page et vaqués à leurs

**ABIDJAN**

**ACCRA**

**COTONOU**

dès **595€\***  
TTC

**LOMÉ**

**DOUALA**

**YAOUNDÉ**

\* Tarif promotionnel aller-retour TTC hors frais de service, soumis à conditions, sujet à modification sans préavis et sous réserve de disponibilité. Réservez du 01 avril au 30 avril 2011 et voyagez du 24 avril au 21 juin 2011 (dernier retour le 28 juin 2011).

**brussels airlines**

A STAR ALLIANCE MEMBER

**brusselsairlines.com**  
ou votre agence de voyages

occupations quotidiennes. Tandis que l'opposition essaye de rassembler afin d'atteindre une masse populaire critique et suffisante pour descendre dans la rue.

L'UA aura du pain sur la planche. Toute élection présidentielle fera désormais l'objet d'une contestation systématique. Ne gagnerait-elle pas à s'investir très en amont plutôt que de vouloir jouer les pompiers c'est-à-dire éteindre l'incendie où les foyers ne cesseront d'augmenter ? En d'autres termes, accompagner financièrement et logistiquement la confection des listes électorales et l'organisation des scrutins coûteraient moins chers que de d'intervenir au moment les résultats sont proclamés.

**Le Bénin n'est pas la Libye ni la Côte d'Ivoire.** D'abord, l'UA se démène comme un beau diable pour sauver le régime du colonel Kadhafi en proposant un plan pour faire cesser les hostilités. Elle nage à contre-courant de la Ligue Arabe et des pays occidentaux (France, Grande-Bretagne, USA), s'estimant que le problème libyen est strictement africain. D'autre part, l'organisation continentale a nommé l'ancien ministre des Affaires Etrangères du Cap-Vert, José Brito comme son haut-représentant pour tenter de rapprocher les deux camps en Côte d'Ivoire. Sans être un oiseau de mauvais augure, les recherches de solution pour ces deux pays membres iraient tout droit à l'échec.

Lors du 33ème sommet de la CEDEAO qui s'est tenu à Abuja (Nigeria) le 23 et 24 mars, les pays membres, préoccupés par la tournure des événements béninois, se sont empressés de refermer la boîte de Pandore. La déclaration lénifiante, de fin de sommet, englobe les derniers scrutins d'Afrique de l'Ouest (la Guinée, le Niger et le Bénin) : « Les chefs d'Etats se sont félicités du bon déroulement des élections présidentielles dans trois états membres ces dernières semaines... ils ont appelé en ce qui concerne le cas du Bénin au respect du verdict des urnes ».

Les attendus des recours des candidats auprès du Conseil Constitutionnel ne sont pas encore statués que la date des dépôts de candidature aux élections législatives est clôturée. Précédemment fixée le 23 mars, tous les partis ont obtenus un délai de grâce de cinq jours. Faut-il boycotter ou non ces nouvelles élections ? L'opposition reste très divisée car les listes électorales seront les mêmes que celles utilisées aux dernières élections présidentielles. 83 députés devront être élus le 17 avril prochain. Ô miracle ! A la toute dernière heure, l'UN et l'Alliance ABT 2011, ont finalement déposé la liste de leurs candidats. L'affrontement se replacerait sur un terrain démocratique ; l'opposition pourra-t-il exploiter l'effritement de l'écurie présidentielle les Forces Cauris pour un Bénin Emergent (FCBE) ?

Alex ZAKA

## CÔTE D'IVOIRE

### UN ETAT SCHIZOPHRENE...



**La schizophrénie, est une psychose caractérisée par une grave division de la personnalité chez un patient, et une inadaptation au réel...**

Cette pathologie, transposée à l'échelle d'un Etat, pourrait aisément expliquer cet autisme, qui s'est emparé de la Côte d'Ivoire, la transformant en un Etat à plusieurs réalités.

Comme le disait le présentateur de la télévision française Laurent RUQUIER pour rigoler : « on ne dit plus IVOIRIEN on dit IVOIDOUBLE »

Double réalités sociales, double réalités économiques, double réalités de conditions humaines, d'éthiques et j'en passe...

Deux résultats pour la même élection dont l'une réelle et l'autre pas, Deux Présidents, dont l'un reconnu et pas l'autre deux armées dont une républicaine l'autre, pas deux gouvernements dont l'un légitime, et cette liste n'est pas exhaustive...

Le dimanche 30 janvier 2011, au 16e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, le conseil de paix et de sécurité (CPS), organe chargé des conflits au sein de l'Union Africaine, présidée par le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, a décidé de la mise en place d'un « panel » de cinq chefs d'Etat sur la crise ivoirienne. Un panel dont les décisions des travaux seront « **contraignantes** » pour toutes les parties ivoiriennes en conflit.

Cette nième initiative est une ultime tentative après de multiples négociations sans succès pour un règlement politique de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire qui dure depuis le 28 novembre 2010.

Cette nécessaire entreprise pour résoudre l'équation ivoirienne, intervient après des centaines de morts.

La fiabilité du diagnostic de cette schizophrénie de la Nation dont je fais cas se confirme de plus en plus au quotidien des Ivoiriens qui ont des réalités diamétralement opposées selon la commune, le quartier ou la zone où ils résident. La réalité dépasse parfois la fiction car à Abidjan il y'a même des emplacements de stationnement de véhicules, pro - OUATTARA et ceux de son rival. Certaines familles en Côte d'Ivoire sont

aujourd'hui divisées...

C'est dans ce contexte très délicat, que tout le pays était suspendu pendant plus d'un mois aux résultats des travaux de ce panel de dernière chance.

**LES CONCLUSIONS TANT ATTENDUES ONT ÉTÉ COMMUNIQUÉES LE 10 MARS DERNIER ; LE PANEL DES 5 CHEFS D'ETAT DE L'UNION AFRICAINE A RENDU SON AVIS À ADDIS-ABEBA LORS D'UN MINI SOMMET DE L'ORGANISATION.**

Alassane Ouattara est, selon le rapport, le seul président de la Côte-d'Ivoire. Le panel demande en outre au conseil constitutionnel d'organiser son investiture et réaffirme à Laurent Gbagbo qu'il a perdu l'élection présidentielle lui demandant de se retirer dans l'intérêt de la nation et pour sauvegar-



der la paix.

L'Union africaine a invité le président élu Alassane OUATTARA à former un gouvernement d'union nationale dont le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur et de la Défense seront nommés après consultation du CPC, autrement dit, le cadre permanent de concertation, un organe issu des accords politiques de Ouagadougou.

Le départ de Laurent Gbagbo et la mise en place des nouvelles institutions doivent se faire dans les deux semaines et le processus sera supervisé par un haut représentant de l'Union africaine, qui se réserve le droit de prendre « **les mesures nécessaires** » en cas d'échec du processus...



Tout est bien clair pour le commun des mortels... malheureusement, en Etat de schizophrénie avancée, cette conclusion peut être interprétée doublement et différemment selon le camp dans lequel on se trouve en Côte d'Ivoire.

Le Président élu, a fait une adresse à la Nation retransmise en direct sur la chaîne de télévision TCL, le 15 mars dernier, dans un discours apaisant, rassembleur ...

Extrait :

« ... Mes chers

compatriotes, C'est dans le cadre de cette recherche de sortie de crise pacifique, que le 5 mars dernier, le Président de la Commission de l'Union Africaine, Monsieur Jean Ping, m'a transmis l'invitation du Groupe de Haut Niveau, composé de cinq Chefs d'Etat, représentant les cinq régions du continent, pour participer à une réunion à Addis-Abeba, en vue de présenter les conclusions de ses travaux sur la crise postélectorale en Côte d'Ivoire.

Conformément à son mandat, le Groupe de Haut niveau a proposé un plan global de sortie de crise au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine

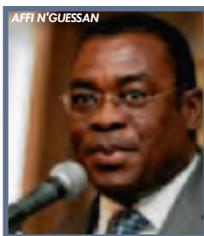
qui l'a entériné. Ces propositions s'articulent autour de cinq points :

- La réaffirmation définitive de la victoire du candidat Alassane OUATTARA à l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 ;
- La formation d'un gouvernement d'union et de réconciliation nationale ;
- La poursuite des réformes prévues dans l'Accord Politique de Ouagadougou, notamment la réunification du pays et des forces armées et l'organisation des élections législatives ;
- L'impulsion de mesures d'apaisement et de confiance dans le cadre d'une politique de réconciliation nationale ;
- La mise en œuvre de mesures d'accompagnement, dont l'appui des Institutions africaines et de la Communauté Internationale pour le redressement et la reconstruction de la Côte d'Ivoire.

Cette solution politique d'ensemble constitue pour notre pays, une nouvelle et dernière opportunité de sortie de crise pacifique. C'est pourquoi, j'accepte ces recommandations de l'Union Africaine, en vue d'abrégier les souffrances du peuple ivoirien et de restaurer la paix et la réconciliation en Côte d'Ivoire.



ADO



AFFI N'GUESSAN

Je voudrais donc en votre nom, remercier tous les Chefs d'Etat du Groupe de haut niveau et du Conseil de Paix et de Sécurité, pour leur engagement aux côtés de notre pays durant toute cette période. Je leur exprime ma gratitude pour leur détermination à nous accompagner dans le processus de reconstruction de notre cher pays... ».

La même conclusion du panel a eu droit à une interprétation autre de la part de Mr Affi NGUESSAN représentant de Laurent GBAGBO au sommet d'Addis-Abeba qui a annoncé lors d'une conférence de presse organisée à Abidjan le 13 mars et retransmise sur l'autre chaîne de télévision la RTI.

Extraits :

« ... Le panel et le Conseil de Paix et de Sécurité se sont enfermés dans une sorte de fuite en avant, refusant de se dédire....d'abord le fait que le Conseil de Paix et de Sécurité demande à M. Alassane Ouattara de se faire investir par le Conseil Constitutionnel et demande par la même occasion au Conseil Constitutionnel de bien vouloir investir M. Alassane Ouattara, cela signifie que le Conseil de Paix et de Sécurité reconnaît qu'à l'heure actuelle que M. Alassane Ouattara n'est pas encore président de la République de Côte d'Ivoire. Que malgré la réaffirmation de son élection, seule la caution du Conseil Constitutionnel peut lui conférer la qualité de président de la République de Côte d'Ivoire... le terme de "retrait" dans nos lois n'a aucune signification, parce qu'un président de la République ou bien il est empêché ou bien il est démissionnaire, mais il n'y a pas une position de "retrait". Est-ce qu'il s'agit d'un retrait physique, se retirer à Mama ou à Gagnoa ? Ça n'a aucun sens pour un président en possession de toutes ses facultés. Le seul retrait possible, c'était la démission or la démission est organisée par la Constitution et la Constitution est claire : En cas de démission du président de la République, c'est le président de l'Assemblée Nationale qui assure l'intérim pour un délai maximum de 90 jours pendant lesquels il doit organiser de nouvelles élections. Donc même si M. Laurent Gbagbo par extraordinaire décidait de démissionner, le pouvoir n'allait pas échoir automatiquement à son adversaire à l'élection présidentielle, c'est-à-dire à M. Alassane Ouattara. Le Conseil de Paix et sécurité dans une certaine mesure complexifie davantage la situation de M. Alassane Ouattara, raison pour laquelle il a jugé toutefois bon de créer un poste de haut représentant pour venir en Côte d'Ivoire et engager avec les acteurs des négociations en vue de trouver les modalités de mise en œuvre du schéma qu'ils ont proposé...les conséquences de la décision du Conseil de paix et de sécurité qui

demande aux parties ivoiriennes d'agir en vue de l'investiture de M. Alassane Ouattara, cette disposition signifie que le Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine ne reconnaît pas encore M. Alassane Ouattara comme président de la République de Côte d'Ivoire. Si le Conseil de Paix et de Sécurité reconnaît son élection, il n'est pas encore le président de la Côte d'Ivoire, même au niveau du Conseil Constitutionnel parce que pour le moment, il n'a pas l'investiture du Conseil Constitutionnel. C'est seulement le jour où il aura cette investiture du Conseil Constitutionnel qu'il pourra siéger et agir au niveau international comme



le président de la République de Côte d'Ivoire tous les actes que M. Ouattara a posés jusque là sont nuls et de nuls effets. Et en conclusion de ce qui précède, comme un pays doit avoir un président de la République, jusqu'à nouvel ordre c'est le président Laurent Gbagbo qui est le président de la République de Côte d'Ivoire. Il était important de noter cela comme une conséquence à tirer directement de l'acte posé par le Conseil de paix et Sécurité de l'UA... »

Voilà qui a le mérite d'être clair...

Pendant ce temps, les combats s'intensifient à Abidjan, le nombre de morts depuis le début de la crise approche inexorablement le millier de vies humaines...

Combien de temps allons nous regarder impuissants, les milices et d'autres mercenaires brûler les Ivoiriens ?

Il est temps que le conseil de sécurité des Nations Unis aide le peuple de Côte d'Ivoire à guérir de cette pathologie meurtrière en cours qui s'aggrave de jour en jour avec son lot de victimes, de réfugiés au risque de contaminer l'Afrique de l'ouest et peut être même atteindre l'Afrique toute entière.

Pour paraphraser Alpha BLONDY (artiste musicien Ivoirien) à l'émission « le vrai journal » de Karl ZERO, il disait ceci et je cite : « **Mon cher Karl, le problème de la Côte d'Ivoire, celui qui vous dit qu'il a compris, c'est qu'il n'a rien compris** ».

Paul OULAI

## CÔTE D'IVOIRE

### CRIMES DE GUERRE ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS EN CÔTE D'IVOIRE : LA RESPONSABILITÉ PARTAGÉE DES CAMPS GBAGBO ET OUATTARA

**A l'ombre des combats qui opposent les forces armées fidèles à Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, des assassinats ciblés, des exécutions extrajudiciaires et des viols sont commis au quotidien au su et vu des forces françaises et onusiennes censées protéger les populations civiles.**

#### PRINCIPE DE PARCIMONIE

Il y a de cela des décennies, les Africains et notamment ceux de la région occidentale dont les pays ont pendant longtemps souffert des guerres fratricides et des coups d'Etat à répétition – le Libéria, la Guinée Conakry, la Sierra Léone, le Burkina Faso, le Niger pour ne citer que ces pays –, avaient coutume de dire que les Ivoiriens étaient différents d'eux au sens propre du terme. Un peuple qui s'est démarqué par sa culture de la paix, son hospitalité légendaire, son savoir-vivre et vivre-ensemble. En tout cas, l'on ne tarissait pas de qualificatifs sur la Côte d'Ivoire qui a aussi la réputation de pays des divertissements tous azimuts.

La Côte d'Ivoire a certes connu des soubresauts et des moments de tensions politiques comme partout ailleurs sur le continent, mais jamais, l'on ne pouvait imaginer un seul instant que les Ivoiriens feraient montre de leur instinct bestial pour faire couler le sang de leurs semblables sur leur sol. On disait même que la barbarie et les tueries sauvages à caractère ethno-religieux ou ethno-politiques ne font pas partie de l'apanage de ce peuple paisible. Mais que non.

#### SILENCE, ON TUE EN CÔTE D'IVOIRE !

Au vu de ce qui s'est passé ou se passe encore sous les projecteurs des caméras du monde entier, relayé par les réseaux sociaux – **facebook, twitter, daylotion, youtube** (...) – il n'y a aucun doute, la Côte d'Ivoire a fait un bond de plusieurs années en arrière pour adopter la posture de ces sociétés dites primitives où la vie humaine n'a nullement aucune valeur. Une régression regrettable que sociologues, anthropologues et autres ethnologues tentent d'expliquer sans vraiment convaincre. D'où vient donc cette rare violence d'un autre âge ? Même si d'aucuns accusent l'Occident et notamment la France d'être responsable des malheurs des Ivoiriens, cet argument suffit-il pour expliquer toute cette haine cristallisée et ce sentiment partagé d'en

découdre avec celui qui n'est certainement pas de son camp politique et même parfois de son groupe ethnique ?

#### LE COUP D'ETAT DU 24 DÉCEMBRE 1999 A OUVERT LA BOÎTE DE PANDORE

A bien regarder l'ordre chronologique des événements qui se déroulent depuis ces quinze dernières années, on convient que la boîte de pandore qui a précipité le mal ivoirien a été ouvert un jour du 24 décembre 1999. Date inoubliable du premier coup d'Etat d'un certain général Robert Guéi qui a fait sauter les premiers verrous qui sécurisaient la stabilité de ce pays. Depuis lors, la Côte d'Ivoire ne connaît que des successions d'événements tragiques comme en témoigne l'avènement de la deuxième République consacré dans le sang. En effet, à l'aune de la présidentielle d'octobre 2000 qui a vu l'élection de Laurent Gbagbo dans des conditions que lui-même a qualifiées de « calamiteuses », la Côte d'Ivoire avait commencé à faire ses premiers décomptes macabres. Un



GUÉI ROBERT



GBAGBO LAURENT

charnier de 52 corps n'avait-il pas été découvert aux confins de Yopougon, une des dix communes de la ville d'Abidjan favorable à Laurent Gbagbo.

#### LE FIASCO DU FORUM POUR LA RÉCONCILIATION NATIONALE EN 2001

Tout le monde était unanime à dire que la constitution était la principale cause du mal qui dévore le pays. Une fois ce diagnostic établi, il fallait donc extirper de cette constitution les germes dits congénites. D'où l'organisation du Forum pour la réconciliation nationale. Pendant deux mois – d'octobre à décembre 2001 – responsables politiques, responsables de la société civile et des confessions religieuses ont âprement débattu de toutes les questions qui fâchent sous l'arbre à palabres. A en croire les recommandations, cette concertation sensée mettre fin aux tensions sociopolitiques dans le pays avait posé tous les garrots pour arrêter l'effusion de sang. Le rapport de synthèse remis à l'actuel président sortant avait relevé par exemple la question récurrente de la citoyenneté de Alassane Ouattara à l'origine de la fracture sociale. Mais contre toute attente, la nouvelle constitution révisée par voie référendaire en juillet 2000 a été maintenue en l'état laissant planer les épineuses questions de citoyenneté, de nationalité et autres. En clair, les vilains sentiments qui mi-



# NOUVEAU SERVICE AU GABON

Coinstar



transfert d'argent

ENVOI A PARTIR DE 5€

Envoi disponible  
au GABON

## ADRESSES DES AGENCES

91 Boulevard de Magenta – 75010 Paris  
75 Boulevard de Clichy – 75009 Paris  
66 Boulevard de Magenta – 75010 Paris  
123 Rue du Chemin Vert – 75011 Paris  
118 Rue de Tolbiac - 75013 Paris  
9 Rue Casimir Périer – 76600 Le Havre  
11 Rue Kervégan – 44000 Nantes  
5 Rue des Minimes – 45000 Orléans  
35 Cours de l'Yser – 33000 Bordeaux  
44 Rue de Metz – 31000 Toulouse  
39 La Canebière – 13001 Marseille  
65 Grande Rue de la Guillotière- 69007 Lyon  
18 Rue du Molinel – 59000 Lille  
10 Rue Thiergarten – 67000 Strasbourg  
2 Rue du Maréchal Joffre - 35000 Rennes

Service disponible  
aussi :

## FRAIS D'ENVOI

	De	à	prix
Sénégal			
Cameroun	1 €	50 €	5
Mali	50,01 €	100 €	8
Guinée-Bissau	100,01 €	200 €	10
Niger	200,01 €	350 €	12
Burkina Faso	350,01 €	500 €	14
Bénin	500,01 €	750 €	16
Togo	750,01 €	1000 €	20
Tchad			
Congo			
Guinée-Equatoriale	1000,01 €	et +	2%

N°VERT 0 800 555 111

Coinstar Money Transfer - CMT  
Plus 2% de remise avec la **Carte Globe**  
Demandez la auprès de nos agents,  
elle est gratuite !

ment le pays n'ont pas été congédiés par les Ivoiriens.

Toujours dans le même souci de réconciliation nationale, ce Forum avait également passé l'éponge sur le charnier de Yopougon suite aux affrontements des 25 et 26 octobre 2000, consécutifs à l'élection présidentielle qui a porté Laurent Gbagbo au pouvoir. Les auteurs de ces crimes crapuleux avaient été en quelque sorte amnistiés. A la lumière ce qui va suivre, la Côte d'Ivoire venait là de louper l'occasion de se réconcilier à jamais suite à l'hypocrisie des uns et des autres qui a pris le dessus sur l'application des recommandations de ce forum.

## LE SYNDROME DE LA RÉBELLION ARMÉE ET ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

En effet moins d'un an après, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire va rouvrir une nouvelle page sombre de son histoire par cette autre tentative de coup d'Etat qui va se muer en une rébellion armée. Les morts se compteront par centaines avec la découverte de nouveaux charniers en zones contrôlées par les ex-rebelles. Les tentatives de règlement de la crise (Lomé, Accra I, II et III, Pretoria, Marcoussis, Ouagadougou) feront certes taire les armes et offrir un semblant de stabilité mais les ressentiments resteront ancrés dans les cœurs.



La dispute du pouvoir par les camps Gbagbo et Ouattara en dépit de la tenue d'une élection présidentielle (octobre et novembre 2010) de sortie de crise minutieusement préparée et arbitrée par la communauté internationale, n'a pas empêché de mettre le feu aux poudres. Après la bataille d'Abidjan et celles qui ont eu lieu dans les provinces, à ce jour, le compteur macabre des tueries a déjà franchi la barre

des 1000 morts. Cette crise postélectorale couvre aussi de nombreuses exactions sur les populations civiles. Depuis quelques jours, on assiste à une barbarie inconcevable. Supplice du pneu, immolation au feu et à l'arme blanche, mutilations et autres crimes rituels constituaient les scènes d'horreur de la guerre en Côte d'Ivoire.

## SONNETTE D'ALARME DES ORGANISATIONS DES DROITS HUMAINS

Les organisations des droits de l'homme présentes sur le terrain ne cessent de multiplier les appels pour alerter la communauté internationale sur les violences. Human Rights Watch relevait dans son dernier rapport que les combattants armés des deux camps rivaux commettent des crimes de guerre, des exécutions extrajudiciaires et l'usage excessif de la force. L'organisation parle d'exécutions de détenus ainsi que des assassinats ciblés de civils et la destruction de leurs biens. A preuve dans les deux camps, les prisonniers de guerre se font rares.

Human Right Watch fait remarquer que « les meurtres de civils par les forces pro-Ouattara, revêtant parfois une motivation ethnique ou politique, risquent également de s'apparenter à des crimes contre l'humanité s'ils devenaient généralisés ou systématiques. Personne n'a été tenu responsable de ces attaques, qui ont fait des centaines de morts, et aucun des deux camps n'a même publiquement dénoncé les exactions commises par ses propres forces. »

Un autre rapport, celui d'Amnesty International, vient corroborer le précédent. Une de ses équipes de chercheurs a aussi enquêté sur les violations des droits humains à Abidjan et dans une partie de l'ouest du pays, contrôlée soit par les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo soit par les Forces Nouvelles, qui soutiennent actuellement Alassane Ouattara. Ce rapport accable de nouveau les deux camps.

« L'équipe de chercheurs d'Amnesty International, qui relate ce rapport, a enquêté sur les violations et les atteintes aux droits humains commises tant par les forces de sécurité loyales à Laurent Gbagbo que par les Forces Nouvelles. Ces atteintes aux droits humains incluent des exécutions extrajudiciaires, des mauvais traitements, des détentions arbitraires, des disparitions et des violences sexuelles y compris des viols. »

Ces deux rapports rendus publics en février 2011, ne prennent pas en compte les nom-

breux crimes découlant des affrontements armés qui ont eu cours à Abidjan, à l'Ouest du pays et sur les nouveaux fronts ouverts ça et là. La situation est tellement préoccupante que pour la seule ville d'Abidjan, l'on ne compte pas moins d'un million de déplacés. Idem à l'Ouest, à l'Est où des milliers de personnes se sont réfugiées au Libéria et au Ghana voisins. Il y a quelques jours, le HCR avait tiré la sonnette d'alarme sur l'inévitable crise humanitaire en Côte d'Ivoire.

## DE LA NÉCESSITÉ D'UN FORUM VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION

Même si aujourd'hui la page de la guerre civile semble être tournée, il est certain que la paix sociale, elle, demeure très fragile. Pour mettre fin à la souffrance des populations civiles, les deux organisations recommandent au Conseil de sécurité de l'ONU d'*imposer des sanctions contre Gbagbo et ses alliés directement impliqués dans les graves exactions de la période postélectorale. La communauté internationale devrait également envoyer un message clair au camp Ouattara que les meurtres commis en guise de représailles feront d'eux les prochains sur la liste des sanctions.*»

L'Onu avait recommandé dans sa dernière résolution sur la Côte d'Ivoire, la protection des populations civiles, principales victimes de la folie meurtrière qui emballe les camps Gbagbo et Ouattara. Mais cela n'a pas empêché que les exactions se poursuivent. De toutes les façons après la guerre, il y aura bien un temps pour faire la paix et pour situer les responsabilités. Pourquoi ne pas faire dès à présent l'économie des vies humaines ? Si le premier forum pour la réconciliation n'a pas réussi à congédier les démons qui poussent les Ivoiriens à s'entretuer, cette fois-ci il en faudra certainement un autre pour établir la vérité afin que la Côte d'Ivoire se réconcilie définitivement avec elle-même.

Clément Yao

## GBAGBO À FORT ALAMO

**P**ar deux fois Laurent Gbagbo voulait abdiquer. D'abord le vendredi 2 avril : lorsque les FRCI pro-Ouattara étaient aux portes d'Abidjan après une chevauchée légère et sans grande résistance. Ensuite, le lundi 4 avril, jour de l'assaut final des FRCI. Certes le général Philippe Mangou, son chef d'état-major, un temps réfugié à l'ambassade sud-africaine, était revenu. Ce retour au bercail, preuve d'une fidélité ou d'un loyalisme inébranlable, ressemblait davantage à un dernier baroud d'honneur. Mais cela ne suffisait pas à remonter son moral face à une destruction programmée de ses pièces maîtresses (blindés et armes lourdes) et de ses places fortes (la radio-télévision, le camp de gendarmerie d'Agban, le palais présidentiel).

Le matin du 5 avril, les généraux Mangou, Dogbo Blé et Konan Boniface demandent un cessez-le-feu immédiat et la fin des hostilités. Sage décision ! Les ralliements et les défections sont légion. Pour autant, des questions restent en suspens : où sont passés les thuriféraires du pouvoir et les va-t-en-guerre : le « général » des jeunes patriotes, Blé Goudé et son porte-flingue Damana Pikass ? Et Simone, l'épouse fidèle est-elle aux côtés de son président de mari ? Aux dernières nouvelles, tout ce beau monde aurait déjà pris la poudre d'escampette et serait logé dans les hôtels luxueux d'Accra (Ghana). Que doivent penser les partisans qu'ils ont entraînés dans cette galère ? De sa tanière, Blé Goudé essaye tant bien que mal de communiquer lorsque les journalistes (radio ou télévision) lui tendent un micro. Il prône désormais **un dialogue inter-ivoirien !**

Alcide Djédjé, ministre des Affaires Etrangères a eu pour mission, d'aller à l'ambassade de France, afin de négocier une porte de sortie honorable pour son patron ; il en a profité pour demander asile.

Le départ de Laurent Gbagbo n'est maintenant qu'une question d'heures : que nenni ! Une réédition auprès de l'ONU avec une garantie sur son avenir et celui de ses proches. Retraîché dans un bunker du palais présidentiel, il est prêt à se rendre ; en tout cas les tractations vont bon train. Le tunnel qui relie le palais présidentiel et la résidence de l'ambassade de France semble être le « canal » principal des négociations. Coup de théâtre et dernière volte-face. Il ne veut pas reconnaître la victoire électorale d'Alassane Ouattara et n'entend pas signer une lettre de démission, fixant les conditions de son départ, exigée par Alain Juppé, le ministre des Affaires Etrangères français et l'ONU. Preuve encore une fois que Laurent Gbagbo demeure un animal politique hors de commun : défait militairement, abandonné de tous, acculé et ne régnant plus que sur un carré de verdure, il ne cède pas !

L'ONU et la France pilotent, autant que faire se peut, le départ en douceur de la bernique qui s'accroche, vaille que vaille, à son rocher. Les FRCI auront-elles la patience nécessaire ? L'hypothèse d'un dernier assaut du palais pour y déloger Laurent Gbagbo et son dernier carré de fidèles reste une option plausible. Le président sortant aura encore une capacité de nuisance et de résistance tant que ses éléments ne seront pas neutralisés. Question de jours, de semaines voire de mois ? Nul ne se hasarde aujourd'hui à pronostiquer !

Mourir en martyr et en nationaliste face à une invasion étrangère ; tel semble être le dessein que se réserve Laurent Gbagbo.

A.Z

## En BREF

### L'ANCIEN PRÉSIDENT CENTRAFRICAİN ANGE-FÉLIX PATASSÉ (1993-2003) EST DÉCÉDÉ À L'ÂGE DE 74 ANS



L'ex-président centrafricain Ange-Félix Patassé est décédé dans un hôpital du Cameroun à l'âge de 74 ans. L'homme politique souffrait de diabète. Elu président en 1993 et reconduit en

1999, il avait été chassé du pouvoir en 2003 par un coup d'Etat mené par François Bozizé. En janvier dernier, Patassé avait été battu par le même Bozizé à l'élection présidentielle.

A.Z

### TOGO : MONSIEUR FABRE EST ASSIGNÉ À RÉSIDENCE

*Soumis par admin le jeu, 07/04/2011 - 17:15*

Le domicile de Jean-Pierre FABRE, Président National de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) vient d'être encerclé à nouveau par les gendarmes dirigés par le capitaine Kondoh, de triste mémoire (très violent, c'est lui qui avait asséné un coup dans le dos de M. Fabre, c'est encore lui qui avait menacé, il y a deux semaines de le bruler vif) et des policiers dirigés par l'officier de police Assih. Monsieur Fabre est assigné à résidence. Le Secrétaire National à la Communication



Eric DUPUY  
Togosite.com

## LES RÉVÉLATIONS DU PASTEUR KONÉ MALACHIE SUR LA CÔTE D'IVOIRE !

### Pasteur pro-Gbagbo, Koné Malachie a répondu, dans une édifiante émission radio,

très suivie et avec un présentateur tout acquis à sa parole, déclaré avoir été « précipité, dès 2004, en Côte d'Ivoire, alors qu'il se trouvait en Guinée, sans moyens, par de nombreux signes de Dieu », qui lui a par la suite révélé que c'est l'apocalypse (rien de moins) qui attendait la Côte d'Ivoire... à moins que des hommes puissants (l'opposition, NDLR), ne se mettent à genoux devant Gbagbo, car c'est lui qui a été « choisi par Dieu, et que la Côte d'Ivoire deviendra la nouvelle Jérusalem, un pays important et les visiteurs se disputeront pour y venir ». Auréolé de gloire pour avoir prédit en 2009 que les élections n'auraient pas lieu (mais il n'était pas le seul, de nombreux analystes politiques et observateurs de la scène politique ivoirienne l'avaient également prédit, eux sur la base de critères plus cartésiens), Pasteur Malachie est très écouté par les partisans de Gbagbo. Enumérant une séquence de cinq étapes, le pasteur décrit, ni plus, ni moins, la stratégie du clan Gbagbo: le repli du pays sur lui-même, la préparation des esprits des jeunes patriotes à servir de bouclier humain, à donner leur sang pour « purifier le pays ». Dans un délire qu'il serait trop long de décrire ici, il évoque une première phase d'abandon stratégique

de la Côte d'Ivoire par la France et la communauté internationale, ensuite, en deuxième étape des mouvements de panique de ressortissants français suite à « des bruits de guerre », et des évacuations auxquelles résisteront « certains Français », échaudés par l'expérience de 2004 (où ils avaient été rapatriés de force). En troisième étape, la France entraînerait l'ONU à prendre des résolutions en sa faveur, mais, se demande-il « est-ce que Dieu est derrière la France et la rébellion contre la Côte d'Ivoire? ».

La quatrième phase verrait la victoire des rebelles et de la France, mais en cinquième étape, celle de la délivrance, « Dieu enverra un signal alors que l'ennemi cherchera à s'attaquer au symbole suprême de la République, Laurent Gbagbo ». Mais pour faire échouer le plan diabolique de la France et des rebelles, il faut que les jeunes servent de bouclier humain. Il évoque des dates « où les démons sortent », autour du 21 juin, 24 septembre et 21 décembre, appelant à la vigilance. L'on comprend mieux pourquoi les soutiens de Gbagbo sont persuadés d'avoir affaire au Diable en personne.



Adjo SABIE

## SÉNÉGAL



### ONZE ANNÉES DE WADE À LA TÊTE DU PAYS, L'AVIS D'OBSERVATEURS



ABDOULAYE WADE

Me Abdoulaye Wade a été élu le 19 mars 2000 par une large majorité des Sénégalais (plus de 58%) à la tête du pays. Le Parti démocratique sénégalais (PDS) prend le pouvoir, mais le nouveau président de la République promet le Sopi (Le Changement) et veut "insister sur le travail, la création de richesse, la lutte contre la pauvreté la lutte contre l'exclusion sociale" autant de valeurs qui ont séduit les électeurs. C'est la naissance de la première alternance au Sénégal.

Onze années plus tard des observateurs jugent la gestion du Président Wade, mitigée. A les entendre, l'alternance de mars 2000 qui a vu son accession au pouvoir après quarante années de règne du Parti Socialiste (PS) de Senghor



LES PR DIOUF & SENGHOR

puis de Diouf, s'était pourtant accompagnée d'un immense espoir de changement. Comme bon nombre de Sénégalais, M. Diakhaté, sociologue rappelle les premières déclarations du président Abdoulaye Wade : « Au début de l'alternance, Wade avait insisté sur le travail, la création de richesse, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre l'exclusion sociale. » Selon lui, les efforts ont été faits dans les domaines comme l'éducation avec la construction des écoles et l'augmentation du salaire des enseignants. Mais, constate le sociologue ces dernières années sont caractérisées par "des dérapages". Et d'ajouter : « Une conjoncture économique détériorée qui explique l'immigration clandestine des jeunes avec son lot de morts.

Pour l'économiste Moubarack Lô, malgré la réalisation de grands projets d'infrastructures : routes, aéroport international Blaise Diagne, autoroute à péage, etc., la politique économique de Wade manque de cohérence. Qui s'explique par l'absence de planification de

l'économie qui entraîne des dérapages dans la gestion des finances publiques. En outre, il a indiqué que le paysage politique s'est recomposé en onze années : les anciens alliés de Wade se retrouvent avec d'autres partis politiques dans l'opposition, au sein de la Coalition Bennoo Siggil Senegal. En affirmant qu'en face, le Parti démocratique sénégalais a créé avec de nouveaux alliés, dont beaucoup de ses anciens adversaires socialistes, une nouvelle coalition en vue de l'élection présidentielle 2012 et la reconduite du président Wade pour un troisième mandat. Même si cette candidature suscite pour le moment de vives polémiques. Cependant de l'avis des Sénégalais moyens, leur pays pionnier en démocratie en Afrique est rentré progressivement dans les rangs.

Ceux-ci ont le sentiment que le président de la République, a abandonné l'économie à des rapaces qui se mettent plein les poches, délaissant le petit peuple, les jeunes qui tentent l'aventure européenne au risque de leur vie



PR WADE, SARKOZY ET RAMA YADE

dans des embarcations de fortune. Selon eux, Abdoulaye Wade ne se préoccupe pas assez de la politique intérieure, pour améliorer les

conditions sociales des populations, sa devise étant : débrouillez-vous, je m'occupe des problèmes extérieurs. A force de le voir partout, on le compare à un dictateur et onze ans après les Sénégalais jugent son bilan mitigé. Certains estiment que ses nombreuses années dans l'opposition n'ont servi à rien. Rancunier, il n'ouvre pas le débat politique avec son opposition ni la société civile. Au point de marginaliser ceux qui ne partagent pas ses idées, c'est pourquoi la coalition qui l'avait amené au pouvoir a éclaté. Pire, le président Wade a mis la justice sous sa coupe pour régler les comptes à ses adversaires politiques. Sur le plan social, malgré sa volonté de promouvoir l'agriculture, de lutter contre la pauvreté et le chômage des jeunes, c'est un échec. Même constat pour l'autosuffisance alimentaire, surtout l'électricité promise aux ménagères et aux élèves pour leurs congélateurs et les révisions



WADE

quand la nuit tombe. Nombre de Sénégalais se demandent pourquoi le président Wade ne ramène pas la paix en Casamance comme il l'avait promis. A force de régler, de s'occuper des conflits internationaux, il ne fait rien pour la paix au Sénégal. Après avoir tripatouillé la Constitu-

tion, Wade veut briguer un 3e mandat en 2012. Rappelons, pour bon nombre de Sénégalais après les vingt ans de pouvoir de Léopold Sédar Senghor (1960-1980) puis ceux d'Abdou Diouf (1980-2000), Abdoulaye Wade méritait quelques années de plus pour terminer les chantiers qu'il a entamés depuis mars 2000. C'est pourquoi un 2e mandat lui a été accordé en 2007. En revanche, ce 3e mandat en 2012 leur paraît de trop. « Le mandat présidentiel que compte briguer Wade à la prochaine présidentielle 2012, risque d'être de trop en raison de son grand âge », indiquent-ils. Normal, des voix s'élèvent dans l'opposition, la société civile et dans sa famille politique, le PDS pour déclarer sa candidature irrecevable constitutionnellement. En témoigne l'opposition d'Idrissa Seck à la candidature de Wade. Pour l'ancien Premier ministre de Wade revenu dans le parti, cette candidature risque d'être rejetée car inconstitutionnelle.

Une question qui divise aussi la famille judiciaire qui n'arrive pas à trancher. On reproche aussi à Me Abdoulaye Wade d'être le champion des remaniements ministériels en onze ans d'exercice du pouvoir. A Dakar, on ne saura dire exactement combien de ministres ont appartenu à ses différents gouvernements. Depuis l'alternance de mars 2000, le président sénégalais a "bouffé" cinq Premiers ministres : Moustapha Niasse, Mame Madior Boye, Idrissa Seck, Macky Sall et Souleymane Ndéné Ndiaye. Une instabilité gouvernementale qui ne rassure pas ses opposants. Cependant, certains points importants ont été relevés tels que les propos du colonel Malick Cissé. Rappelant les promesses de Wade lors de la campagne de 2000 : « **Je ferais travailler les jeunes dans les champs. Je les ferais travailler dans les usines. Je les ferais travailler dans les entreprises.** » Selon Malick Cissé, aujourd'hui, dans le secteur agricole, vous trouverez tellement de jeunes diplômés et non diplômés qui y travaillent. Dans les entreprises privées, les petites et moyennes entreprises, les ateliers, salons de coiffures, etc. Je donne souvent l'exemple d'un certain M.Sall, ingénieur qui, n'ayant rien trouvé à faire sous le régime socialiste est allé à la Senelec pour relever les compteurs. C'est sous le régime de Wade qu'il a créé son entreprise. Et aujourd'hui, c'est un grand chef d'entreprise qui emploie des centaines de personnes. C'est cela que j'appelle la promotion de l'auto emploi. Donc l'alternance est une réussite sous les gouvernements. »

Depuis le début de l'année 2011, une puissante onde de choc démocratique secoue la région



nord-africaine et le monde arabe. Wade qui craint la contagion se méfie des petits mouvements sociaux. Au point de crier au "coup d'Etat" et de dire à son gouvernement d'interpeller les "membres du complot". Pour renouveler leur confiance à Wade, ses partisans ont or-

ganisé à Dakar le 11e anniversaire de son arrivée au pouvoir, intervenu le 19 mars 2000. A cette même date l'opposition et d'autres couches de la société ont manifesté contre le pouvoir. Foulards rouge noués autour du cou ou de la tête, les opposants demandent le départ de Wade. « Wade doit partir, onze ans de pouvoir sans électricité, ça suffit », lit-on sur les pancartes. Et de renchéir : « En portant Wade au pouvoir en 2000, nous avons pensé le Sénégal de la misère, du chômage, de la pauvreté. Mais onze ans après, nous nous sommes rendus compte qu'il a fait pire », déclare Abdoulaye Bathily, porte-parole des leaders de l'opposition.

Partout, à Dakar ainsi qu'en banlieue, la caravane Bennoo Siggil Senegaal, des mouvements apolitiques ont aussi manifesté dans les axes, tels que le mouvement "Yen a marre", dirigé par des jeunes rappers. Ceux-ci ont manifesté contre la cherté de la vie et les coupures intempestives d'électricité. Du coup le régime de Wade devient fébrile et joue à se faire peur et à faire peur aux opposants. La justice sous ses ordres interpelle des responsables de mouvements d'opposition. C'est le prélude de l'élection présidentielle 2012 qui s'annonce déjà. Difficile sera la réélection du président Wade en 2012, car les Sénégalais jugent ses onze ans de pouvoir mitigé. Les



KARIM WADE

coups d'électricité, le taux de chômage qui dépasse 40%, la corruption, les privilèges à son clan et à sa famille notamment son fils Karim, le fait de mener une politique de prestige au détriment des réalisations sociales sont autant de

faits pour exprimer le ras-le-bol et le désespoir du pays à Abdoulaye qui avait suscité un immense espoir lors de son arrivée au pouvoir en 2000 après quarante ans de pouvoir socialiste.

Faustin Dali

**DAKAR  
OUAGADOUGOU**  
dès **495€\***  
TTC

\* Tarif promotionnel aller-retour TTC hors frais de service, soumis à conditions, sujet à modification sans préavis et sous réserve de disponibilité. Réservez du 01 avril au 30 avril 2011 et voyagez du 24 avril au 21 juin 2011 (dernier retour le 28 juin 2011).

 **brussels airlines**

A STAR ALLIANCE MEMBER 

**brusselsairlines.com**  
ou votre agence de voyages

# GUINÉE CONAKRY



## RETOUR DANS LE GIRON FRANÇAIS

**Lors de sa première visite officielle en France du 22 au 26 mars dernier, le chef de l'Etat guinéen, le Pr Alpha Condé, a tendu la main à Paris pour sortir son pays de la pauvreté extrême en dépit des nombreuses richesses dont regorge son sous sol, signant ainsi le retour de la Guinée dans le giron français.**



**A**mi de longue date de personnalités politiques françaises de premier rang aux affaires, Alpha Condé n'était pas à Paris en ce début de printemps en tant que l'opposant historique revenu occupé son modeste appartement du 13ème à Paris. Mais en qualité de chef de l'Etat de la Guinée qui a pris ses quartiers, selon le rang qui lui est dû, au Meurice Paris 8ème (s'il vous plaît !), hôtel cinq étoiles.

En Guinée, les quelques reliques de l'époque coloniale encore debout dans la capitale Conakry et les quelques villes du pays profond, rappellent encore ce passé glorieux de la France conquérante et les souvenirs lointains de l'histoire de ce pays au temps où la France fut le maître de son destin. Et bien sûr, le français, langue officielle, est resté malgré le divorce mal consenti, le lien fort entre ancienne colonie et puissance coloniale.

ment de la coopération entre les deux pays était au cœur de l'entretien avec son homologue français Nicolas Sarkozy. Ce qui a filtré également au cours de cette rencontre, ce sont surtout les nombreuses demandes du visiteur du jour. Le chef de l'Etat guinéen a demandé l'aide de la France pour obtenir l'annulation de sa dette auprès des institutions de Bretton Woods d'une part et la reprise urgente des financements européens conditionnés par la tenue des élections législatives d'autre part.



Une visite placée sous les auspices des retrouvailles entre amis d'école ou de camarades militants de l'International socialiste. Ce brillant universitaire de droit et des sciences économiques qui a passé un peu plus de 40 ans de sa vie en exil sur le territoire français était plus qu'attendu.

Pour le citoyen lambda guinéen né avant l'indépendance en 1958 ou peu après, la France n'avait jamais été un partenaire privilégié, encore moins une destination conseillée au temps du père de la nation. Sékou Touré n'avait-il pas fermé la porte de son pays à la nébuleuse francAfrique sans jamais la rouvrir à l'instar des Félix Houphouët Boigny, Léopold Sédar Senghor et Modibo Kéita jusqu'à sa mort ?

**Les deux successeurs du père fondateur, le général Lansana Conté et le capitaine Moussa Dadis Camara, ont en dignes héritiers, marché dans les sillons tracés par leur prédécesseur pour perpétuer la tradition guinéenne de ne point se soumettre à l'ancien maître. En clair, l'avènement Alpha Condé nourri bien des espoirs. Pour les uns, il va tourner la page de ce passé chargé de douloureux souvenirs, de rancœurs et de ressentiments, pour les autres, enterrer définitivement la hache de guerre entre Paris et Conakry.**

**Les discussions sur les mannes financières se sont poursuivies à Bercy au bureau de Christine Lagarde, l'argentièrre française.** La question de l'entrée de la Guinée dans la zone franc Cfa garantie à parité fixe par la Banque de France a été abordée à la demande du chef de l'Etat guinéen. Alpha Condé avait fait un appel de pied à la ministre française de l'Economie et des Finances pour qu'un accord de coopération d'assistance soit conclu pour assainir l'économie de son pays.



ALPHA CONDÉ ET NICOLAS SARKOZY

**Autre acte majeur à relever lors de cette visite de cinq jours du chef de l'Etat de la Guinée,** c'est son appel à la France pour son aide à la restructuration de l'armée guinéenne. Une armée vétuste, désorganisée, budgétivore, sans mode de fonctionnement et de commandement, véritable machine à casser de la démocratie qui a pris goût au pouvoir.

**En clair, avec le retour des civils aux affaires,** le temps est venu pour cette armée de retourner dans les casernes. Pour ce faire, Alpha Condé veut créer les conditions idoines de son encasernement sans surtout se mettre à dos ces officiers supérieurs et soldats de métiers qui ne cessent de grincer les dents depuis son accession à la magistrature suprême.

**Cette première visite officielle du chef de l'Etat guinéen a été l'occasion de dépoussiérer et de dégeler aussi les relations bilatérales franco-guinéennes.** Lors de son audience à l'Elysée le 23 mars dernier, l'approfondisse-

Selon des indiscretions, le président intérimaire, le général Sékouba Konaté, qui a conduit

# PRÉ-ENREGISTREMENT ROISSY - CHARLES DE GAULLE VOYAGEZ CHARGÉ... L'ESPRIT LÉGER !

Avec pré-enregistrement  
la veille du départ



+



OFFRE EXCLUSIVE  
**9 KILOS !**  
DE BAGAGES GRATUITS



Vous avez choisi Brussels Airlines pour votre prochain voyage vers l'Afrique au départ de Paris ?  
Du 15 juin au 15 septembre, profitez de notre nouveau service de pré-enregistrement la veille  
de votre départ à l'aéroport de Roissy CDG !

- ✈ Chaque jour de 19h à 21h à l'aéroport de Roissy CDG, Terminal 1, Hall 5
- ✈ 9 kilos de franchise bagage supplémentaire gratuite (soit une franchise bagage de 2 pièces, l'une de 23 kilos, l'autre de 32 kilos)
- ✈ Gain de temps et moins de stress le jour du départ.



## brussels airlines

A STAR ALLIANCE MEMBER 

[brusselsairlines.com](http://brusselsairlines.com)  
ou votre agence de voyages

le pays sur la voie de la première élection démocratique de la Guinée, ferait partie de ceux de la haute hiérarchie militaire qui ruminent dans le silence leur colère. C'est donc pour taire et étouffer les éventuels bruits de bottes que le président Alpha Condé sollicite cette coopération militaire pour professionnaliser et discipliner sa grande muette à la gâchette facile.

De cette visite, il y a ce qui n'a pas filtré. Bien évidemment, l'aide sollicitée par le chef de l'Etat guinéen à la France a bien un coût ou du moins il y a un prix à payer. Sachant que l'économie de ce pays qui sort d'une léthargie qui a duré 53 années ne permet pas de payer cette coopération contre espèces sonnantes et trébuchantes. De toute évidence, on imagine que les nombreuses aides sollicitées se feront contre des richesses minières dont le pays en regorge en qualité et quantité inépuisables.

Dans ce deal, Alpha Condé a souhaité que les futurs échanges gardent un caractère de respect mutuel et privilégient la clause de gagnant-gagnant. Il faut simplement espérer que cela ne donne pas lieu à des pillages systématiques, des scandales financiers et des gestions scabreuses comme les Guinéens en ont été témoins dans la concession de certaines mines à des sociétés étrangères où l'Etat guinéen ne percevait que des miettes quand des fonctionnaires véreux de l'Etat touchaient au passage de juteuses royalties dans des transactions opaques.

Le moins qu'on puisse faire remarquer, c'est que cette première visite officielle du président Alpha Condé à Paris, est bien le signe du retour de la Guinée dans le giron français. Soit 53 ans après que le pays ait fermé ses portes à la France du général de Gaulle.

Avec la confiance revenue, le président français a évoqué avec son homologue guinéen les principaux dossiers chauds régionaux à l'instar de la crise post-électorale ivoirienne. Selon l'entourage du président guinéen, Nicolas Sarkozy aurait demandé à son champion de « l'aider sur la situation en Côte d'Ivoire. »

**Comment l'éminent professeur d'Economie et de Droit s'y prendra-t-il** pour réussir une mission aussi délicate là où la Cédéao, l'Union Africaine, l'Onu, la Communauté internationale et même la France ont échoué ? C'est en connaissance de cause de l'amitié de longue date qui le lie à Laurent Gbagbo que Nicolas Sarkozy le sollicite d'user de sa sagesse pour convaincre son ami de céder le pouvoir à son rival afin que cesse la souffrance des populations civiles prises aujourd'hui entre deux feux.

Clément Yao

## L'APPA DÉNONCE L'OSTRACISME D'EURO RSCG ENVERS LA PRESSE AFRICAINE À PARIS

**P**aris, France - L'Association de la presse panafricaine (APPA) a fait part vendredi à Paris de sa vive réprobation et de sa plus grande indignation après le refoulement des journalistes africains jeudi par le groupe français de communication institutionnelle EURO RSCG lors



d'un événement presse organisé dans le cadre de la visite officielle de 72 heures en France du président de la Guinée, Alpha Condé. «Ma frustration et celle des autres journalistes africains refoulés hier (jeudi) de la salle où le président Condé rencontrait certains journalistes reste grande. Il est inadmissible, maladroit et profondément méprisant d'envisager la rencontre d'un chef d'Etat africain sans un seul représentant de la presse de ce continent», a estimé le président de l'APPA, Louis Keumayou, dans un courrier adressé à EURO RSCG.

Il a fermement réfuté les explications fournies par le groupe de communication pour justifier l'aberrante absence totale de la presse africaine à une rencontre d'un chef d'Etat du continent avec un groupe de journalistes.

«J'ai bien entendu votre argument selon lequel vous ne pouviez pas convier toute la presse africaine à Paris. Vous avez donc dû arbitrer», a dit M. Keumayou.

«En tant que journaliste africain et président de l'APPA, je ne peux qu'élever une vive protestation quant à cet arbitrage à forts relents colonialistes. Comment l'interpréter autrement ? Ce que vous ne faites pas avec nous, vous les faites contre nous», s'est-il indigné.

Le renvoi sans ménagement de la presse africaine lors d'une rencontre du président Condé avec des journalistes continuait vendredi encore de susciter une vive émotion dans les rédactions africaines à Paris.

Alors que d'autres organes d'information étaient priés de s'installer dans la salle aménagée pour la rencontre, la presse africaine a été fermement renvoyée sur le trottoir.

« Si la solidarité avait encore un sens dans le monde de la presse, les confrères et consœurs qui étaient sur la liste auraient dû boycotter la rencontre en se rendant compte qu'aucun journaliste africain ne faisait partie des heureux élus », a déploré le président de l'APPA.

Les interventions de l'APPA auprès de différentes administrations françaises (Elysée, Quai d'Orsay) ont toujours permis de faciliter la couverture par les représentants des médias africains en France d'événements auxquels participent les plus hautes personnalités du continent.

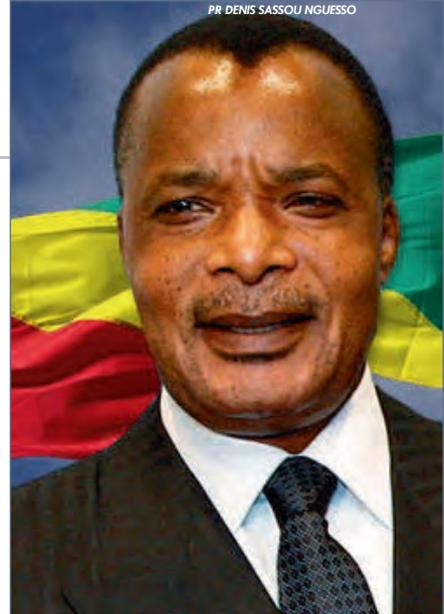
Pana 26/03/2011

# CONGO BRAZZAVILLE



## POUR UNE NOUVELLE ESPÉRANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

50 ans d'indépendance faite de trajectoires sinueuses et chaotiques. Les guerres civiles ont succédé aux coups d'Etat des années 70. Aujourd'hui, le pays s'est assagi. Le Timonier navigue dans une eau calme avec un horizon ouvert jusqu'en 2016.



**A** Quand un pont entre Kinshasa et Brazzaville ? Kinshasa et Brazzaville, deux capitales séparées par un fleuve : le Congo ! Egalement le nom de deux Etats souverains. Quotidiennement, la noria de barges déverse quelques milliers de Kinois sur la rive droite ; tandis que les commerçantes de Brazza vont vendre des pagnes « super soso » à Kinshasa. La nuit venue, on peut apercevoir les lumières des deux agglomérations d'un côté comme de l'autre du fleuve. Pourquoi avoir besoin d'un passeport pour circuler alors qu'on parle le lingala, le kikongo et le français par-dessus le marché ?

### A QUAND UN PONT ENTRE KINSHASA ET BRAZZAVILLE ?

Kinshasa et Brazzaville, deux capitales séparées par un fleuve : le Congo ! Egalement le nom de deux Etats souverains. Quotidiennement, la noria de barges déverse quelques milliers de Kinois sur la rive droite ; tandis que les commerçantes de Brazza vont vendre des pagnes « super soso » à Kinshasa. La nuit venue, on peut apercevoir les lumières des deux agglomérations d'un côté comme de l'autre du fleuve. Pourquoi avoir besoin d'un passeport pour circuler alors qu'on parle le lingala, le kikongo et le français par-dessus le marché ? Pour les politiciens ou les opposants, c'est une autre paire de manche. Traverser le fleuve vaut-il protection absolue ? Il n'y a aucun accord d'extradition entre les deux Congo. L'ancien

chef d'état-major de l'aviation de la RD Congo, le général Faustin Munene, traqué par le ré-



gime Kabila, s'est réfugié aujourd'hui à Pointe-Noire. Son sort et son extradition dépendent des faits du Prince ! A contrario, vers les années 90, au plus fort de la guerre civile et les affrontements entre milices à Brazzaville, les réfugiés affluaient sans discontinuer vers la RDC.

Décrire la scène d'une vie quotidienne paraît pour le moins futile, banale. Or ce territoire ne devrait faire qu'un ; mais l'histoire en a décidé autrement. Les conséquences de la conférence de Berlin en 1884 nous arrivent jusqu'au 21ème siècle. Pourquoi cette région a-t-elle été secouée par des guerres fratricides de part et d'autre de la frontière ? Et au sein même du Congo Brazzaville, le colonisateur n'a-t-il pas privilégié une ethnie au détriment d'une autre ? Lors de cette conférence visant à partager le vaste continent, Léopold II, roi de Belgique a été obligé de céder une portion de sa propriété personnelle : l'Association Internationale Africaine (AIA) d'une superficie de plusieurs millions de km<sup>2</sup>. Une partie du littoral pour le Portugal et l'actuel Congo Brazzaville sera rattaché à l'Afrique Équatoriale Française (A.E.F.). L'AIA, une fois nationalisée en 1908 par la Belgique devient le Congo Belge et plus tard le Zaïre.

Indépendance simultanée en 1960 et chacun des deux Congo aura à prendre son destin en main. En tout cas, ils furent parmi les premiers

pays à embrasser la voie du marxisme. Au Zaïre, pour Patrice Lumumba, Premier Ministre du président Joseph Kasa-Vubu, l'aventure s'est très mal terminée : les partisans katangais de Moïse Tshombe, l'ancienne colonie et sans doute avec un coup de pouce de la CIA, l'ont mis hors d'état de nuire.

Quant au Congo Brazzaville, l'Abbé Fulbert Youlou fut vite balayé par une révolution des « trois glorieuses » qui installe Alphonse Massamba-Débat de 1963 à 1968.

### L'AVÈNEMENT DE SASSOU NGUESSO VERSION 1

En 1968, le Congo Brazzaville rentre de plain-pied dans la voie du socialisme-marxisme. Un putsch porta le commandant Marien Nguabi au pouvoir après avoir déposé le président Alphonse Massamba-Débat et instaura la République Démocratique du Congo. Après l'assassinat en mars 1977 du président Marien Nguabi, le général Joachim Yhombi-Opango, un pape de transition, le succéda jusqu'à ce que celui-ci, à son tour soit destitué, par le très discret mais puissant homme de l'ombre Denis Sassou, en 1979.



Jeune officier, il faisait partie du groupe des officiers progressistes de 1968 et de la même ethnie que le capitaine Marien Nguabi. Il participa à la libération de prison de ce dernier qui lui voua une reconnaissance éternelle. Introduit au Comité Central du Parti Congolais du Travail (PCT), plus tard nommé membre de l'état-major spécial révolutionnaire, mais il est surtout devenu le Directeur des Renseignements c'est-à-dire l'homme le mieux informé de Brazzaville avant de devenir Ministre de la Défense.

Le président Denis Sassou Nguesso fait partie de la génération des « révolutionnaires » comme Mathieu Kérékou et Didier Ratsiraka. Ces pays (Congo Brazzaville, Bénin, Madagascar) ont connu

les fourches caudines des bailleurs de fonds tels que le FMI et la Banque Mondiale dès les années 1985. Toute l'Afrique a été frappée par une crise économique structurelle essentiellement due à un déséquilibre chronique de leur balance commerciale et d'un alourdissement des services de leur dette.

Alors que le président Denis Sassou Nguesso s'apprête à briguer un troisième mandat, la fin du monde multipolaire provoquée par la chute du mur de Berlin en 1989 a changé la donne. Les pays en voie de développement sont invités à intégrer le concert des nations et à participer à la mondialisation en marche. Et pour cela, la première des choses est l'apprentissage de la démocratie. Le président François Mitterrand met un coup de pression sur ses homologues africains au 16ème Sommet France-Afrique de la Baule de 1990 : ouvrir la vie politique au multipartisme. Le Congo Brazzaville organise une conférence nationale souveraine afin de mettre en place le multipartisme. L'usure du pouvoir et la crise socioéconomique font vaciller le PCT ; tandis que sur ce terreau émerge l'Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale (UPADS) de Pascal Lissouba il se hissa à la magistrature suprême, avec 60% de voix, à la faveur des élections présidentielles de 1992.

## LES GUERRES CIVILES DES ANNÉES 90

Pascal Lissouba est un vieux cheval de retour. Il fut déjà membre du gouvernement avant d'être nommé Premier Ministre du président Massamba-Debat. Les débuts de son mandat furent tumultueux. Un renversement d'alliances à l'Assemblée Nationale change complètement la donne et offre une nouvelle majorité incontrôlable. Une nouvelle coalition dépose une motion de censure contre le gouvernement. L'Assemblée Nationale est dissoute et une élection législative anticipée doit renouveler les parlementaires en 1993. La contestation par l'opposition des résultats de cette consultation provoque la première guerre civile entre les milices « Ninjas » de Bernard Kolélas du Mouvement congolais pour la Démocratie et le Développement Intégral (MCDDI) contre celles de la majorité présidentielle.



PASCAL LISSOUBA

Les dizaines de milliers de victimes dans ces luttes fratricides sont une plaie béante du Congo Brazzaville et mettront des années avant de se cicatriser. La configuration, issue de l'époque coloniale, de la ville de Brazzaville n'a fait qu'amplifier le nombre de morts. L'urbanisation héritée de la colonisation avait favorisé les regroupements par origine des populations venues des provinces. La guérilla urbaine avait comme ligne de front les délimitations des

quartiers des gens du Nord et celles du Sud. D'autant plus que sans présager aux conséquences futures de leur politique coloniale, les européens se sont installés, sur le continent noir, dans des régions où le climat leur était favorable. Dans la plupart des cas, la population autochtone de ces régions bénéficiait d'un meilleur système éducatif ou sanitaire au détriment d'autres contrées du pays. Ce déséquilibre s'accroît lorsque l'administration coloniale recrute ses employés subalternes ; elle pioche le plus souvent auprès de la population la plus instruite. Ainsi, les gens de la région de Brazzaville (le Pool) étaient considérés comme des privilégiés. Cette situation a déjà provoqué en 1959, des affrontements entre le Nord et le Sud. Les guerres fratricides des années 90 sont nées de cet antagonisme. Et ce sentiment d'appartenance ethnique ou communautaire a sans doute été exploité par les dirigeants politiques au moment de l'avènement du multipartisme que le système de parti unique de l'époque révolutionnaire avait mis en veilleuse.

## 1997 : SASSOU NGUESSO, LE RETOUR

Le général Denis Sassou Nguesso refait surface et bat campagne pour les élections présidentielles de 1997. Des tensions dans les meetings et des échauffourées vont dégénérer. Brazzaville devient le théâtre d'un affrontement entre les milices « cobras » de Sassou Nguesso contre l'armée régulière loyale au président Lissouba renforcée par les milices « zoulous ». Une situation désespérée des « cobras » se renverse en leur faveur grâce au soutien logistique et à la fourniture d'armes du président angolais José Eduardo Dos Santos. Ce dernier s'est cru bon de prendre fait et cause dans l'affaire de ses voisins dans la mesure où la guérilla de Jonas Savimbi, son adversaire invétéré, était en faveur du camp d'en face.

Denis Sassou Nguesso s'autoproclame président de la République et décrète une transition flexible de 3 ans. Reste à éteindre les foyers de rébellion qui sévissent dans la région de Pool. Et cela a encore duré deux ans. Il s'agit des miliciens « ninjas » de Bernard Kolélas. Le référendum constitutionnel de 2002 instaure un régime présidentiel. Il est de nouveau élu Président de la République pour un mandat de 7 ans.

## LA RECONSTRUCTION ET LA RÉHABILITATION DU PAYS

Panser d'abord les plaies de la guerre civile, apaiser les esprits après les différents règlements de compte et autres condamnations des exactions ; le leitmotiv gouvernemental se résume en un seul mot « la Nouvelle Espérance ». Mais des années de guerre ne s'effacent pas avec des incantations. D'abord, comment réinsérer les miliciens démobilisés mais également réduire à néant des forces de contestations politiques ? Cette tâche fut la priorité du premier mandat du président Sassou Nguesso. Les élections législatives de 2007 furent un raz de marée PCT ; il rafle 125 sur 137 sièges pour un

taux de participation inférieur à 50%. Le premier mandat de Sassou Nguesso s'achève par un rapprochement avec l'ennemi de toujours : le MCDDI de Bernard Kolélas pour un gouvernement d'union nationale.

## LA RECONSTRUCTION EN QUESTION

En 2009, le président sortant fut réélu avec 78% des voix.

Son ancien ministre Mathias Dzon de l'Alliance pour la Démocratie et la République (ADR) arrive en 4ème position avec seulement 2,30% de suffrages exprimés.

Les gabegies de la période socialo-marxiste amplifiées par les efforts de guerre ont laissé l'économie au bord de la faillite. Depuis maintenant 2 ans, l'horizon se dégage enfin ; la perspective électorale semble encore loin 2016. Le président Sassou Nguesso peut s'atteler à la reconstruction de son pays. Le Congo a atteint son point d'achèvement IPSTE ; en d'autres termes, la gestion de la situation économique s'améliore et qu'il a apuré les services de la dette. D'autre part, les recettes pétrolières sont dopées par la hausse du cours mondial. Ce qui donne des perspectives de croissance économique annuelle à deux chiffres.

Aveu de bon sens, cette déclaration du président congolais du mois d'août 2010 lors des festivités du cinquantenaire des indépendances : « le maillon le plus faible de notre action collective est de n'avoir pas pu, au plan économique et social, réaliser l'équivalent du peu que nous avons réussi au plan politique ».

L'Indicateur de Développement Humain (IDH) qui prend non seulement en compte la croissance économique mais intègre également

la dimension sociale, laisse encore à désirer au Congo Brazzaville. Place désormais aux grands travaux d'aménagement et aux investissements productifs. Le budget a été voté en conséquence : 3.000 milliards de FCFA (4,5 milliards €). Outre la recette pétrolière, l'allègement de la dette extérieure en 2010 contribue à libérer des fonds jusque là consacrés au remboursement des intérêts du FMI.

Diversifier les recettes fait aussi partie de la politique économique ; ne pas compter sur la seule manne de l'hydrocarbure. Il ambitionne maintenant de devenir le premier pays producteur de potasse avec une production estimée à 600.000 tonnes par an, avec le concours de la multinationale canadienne Mag Industries.

Alex ZAKA



MATHIAS DZON



SASSOU NGUESSO+ CHEFS D'ETAT



## VERS UNE RÉOLUTION DE LA CRISE MALGACHE

**Une actualité brûlante chasse l'autre : le mouvement insurrectionnel libyen a presque relégué la crise ivoirienne au second plan. Que dire de Madagascar ? Elle n'a qu'à se débattre toute seule au milieu de l'Océan Indien. Le sort de 20 millions d'habitants, pris en otage par ses hommes politiques, n'intéressent peu ou prou les stratèges en géopolitique plus préoccupés par la sécurisation du pétrole du monde arabe et des centrales nucléaires.**



**M**adagascar est en phase de transition depuis maintenant deux ans. Le temps et la continuité de l'Etat sont des notions que bon nombre de dirigeants africains traitent par dessus la jambe. Le peuple vous donne un mandat pour un temps illimité et pourquoi vouloir s'accrocher comme une bernique sur le rocher du pouvoir ? Celui qui est élu à la tête d'un Etat se doit de respecter la Constitution au lieu de l'amender pour la tailler à sa peinture. La Grande Ile est aujourd'hui à sa 4ème République depuis son indépendance en 1960 ! Malheureusement, cette rotation constitutionnelle, dans un laps de temps très court, indique une certaine instabilité propre à une jeune démocratie.

### L'ENJEU ACTUEL

ANDRY RAJOELINA ET MARC RAVALOMANANA



Le président Marc Ravalomanana, le tombeur de Didier Ratsiraka alias l'Amiral rouge en 2002. Il a été évincé, lui-même, par Andry Rajoelina, le jeune maire d'Antananarivo en mars 2009. Obligé de s'enfuir et s'exiler en Afrique du Sud, Marc Ravalomanana, « démocratiquement » réélu en 2007, a le droit et la légitimité pour lui. Le mouvement populaire malgache, exaspéré par l'omnipotence d'un homme d'affaires qui a souvent confondu le Trésor Public et sa cassette personnelle, n'a pas reçu l'onction internationale. La Haute Autorité de Transition (HAT) est considérée, aux yeux de la communauté internationale, de putschiste ; elle est sus-

pendue de toutes les instances internationales (UA, ONU). Les sanctions économiques comme le mécanisme d'incitation aux exportations vers les Etats-Unis c'est-à-dire l'AGOA, la fermeture des robinets financiers ont été immédiatement enclenchées. Les conséquences sont désastreuses pour les 20 millions d'habitants. Du jour au lendemain, les entreprises des zones franches, tournées vers l'exportation, ferment une à une leur porte. Plus de 40.000 ouvriers sont au chômage. L'Etat n'arrive plus à faire face à ses dépenses courantes dans la mesure où le budget, inscrit dans la Loi des Finances, est compensé par au moins 65% de subventions extérieures émanant de la Banque Mondiale ou de l'UE. Le Niger, la Guinée qui ont connu les mêmes soubresauts à la même époque sont maintenant en voie de normalisation. Pourquoi Madagascar n'est toujours pas reconnue internationalement ? Ce qui serait synonyme d'une reprise des mécanismes d'aide au développement indispensable à une reprise progressive de l'économie.

### LA POSITION INCONFORTEBLE DE L'UA

L'UA est conforme à sa ligne de conduite : condamner d'abord et réfléchir ensuite ! En effet, elle reste droit dans ses bottes en appliquant sa doctrine : « défendre un président démocratiquement élu quelque soit les exactions et misères endurées par la population ». Après



un déplacement à Madagascar, le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA considère que le changement est anticonstitutionnel. Les tergiversations et les rivalités des médias internationaux, la mauvaise volonté des hommes politiques malgaches et le manque de poigne d'Andry Rajoelina, le président de la HAT ont fait que, au bout de 24 mois, le statu quo est encore de mise et le retour à l'ordre constitutionnel n'arrivera pas avant le début de l'année 2012 !

Au fil des années, un constat flagrant saute aux yeux : l'UA intervient, avec célérité, dans les conflits des pays du sud Sahel alors qu'avec les pays arabes, elle se montre très prudente. Le droit d'ingérence s'applique immédiatement en Guinée Conakry, Côte d'Ivoire alors que depuis quelques mois l'UA reste inaudible sur les crises tunisienne, égyptienne et encore moins libyenne. Pour cette dernière, elle se contente d'une timide déclaration : « qu'elle serait opposée à une éventuelle intervention militaire extérieure... ». Ce communiqué était sorti en réaction à la réunion des 27 pays de l'Union Européenne (UE) qui a demandé au Guide Mouammar Kadhafi de quitter le pouvoir. L'insurrection libyenne s'essouffle, pilonnée par l'aviation et la marine loyales au colonel Kadhafi. Et l'UA ne vient pas en aide aux insurgés ! Avec une prudence de sioux, l'organisation africaine tente de s'assurer un service minimum avec une réunion au sommet tripartite UE-Ligue Arabe-UA pour trouver un terrain consensuel sur la crise libyenne.

A la décharge de l'UA, les pays arabes du Maghreb s'investissent peu ou prou dans les affaires africaines. Pour le Maroc, son éloignement remonte à 1984, lorsque le royaume chérifien s'est retiré de l'OUA. Cette dernière a pris fait et cause pour la République Arabe Sahraoui Démocratique (RASD) que le Maroc considère comme une de ses provinces. Pour le reste,

L'Union Pour la Méditerranée (UPM), réunissant les pays des deux rives, n'a fait qu'accroître la ligne de démarcation entre le Sud et le Nord du continent. Le Maghreb se tourne davantage plus vers l'Europe pour tenter de se raccrocher aux wagons du développement économique.

## LE RÔLE DE LA SADC

Madagascar n'intéresse pas grand monde sauf la France dont les filiales de grandes sociétés ont toujours des billes et l'Afrique du Sud qui tient le leadership en Afrique Australe. Un raisonnement à tort car les pirates somaliens, traqués par l'opération Atalante, descendent de plus en plus vers le Sud. Les Seychelles et la Grande Ile sont devenus depuis quelques temps la base arrière des flibustiers de la mer. D'ailleurs, une douzaine de pirates viennent d'être arrêtés à Diégo-Suarez, le port le plus septentrional de Madagascar. La partie sud de l'Océan Indien risque de devenir, dans les années à venir, un sanctuaire de pirates ou de terroristes voire de trafiquants de drogue par le relâchement d'une surveillance des grandes puissances.

Devant l'insistance du président Jacob Zuma, non seulement l'UA mais aussi la Francophonie ont dû se résoudre à accepter la résolution de la crise malgache par la SADC, l'organisation régionale d'Afrique Australe.

Cette volonté semble s'inscrire dans le seul but de sauver le soldat Marc Ravalomanana. Homme d'affaires prospère, anglophile qui, plus est, n'a pas hésité à accélérer le processus d'intégration de son pays au sein de la SADC alors qu'il est déjà membre de deux organisations régionales : la Commission de l'Océan Indien (COI) et la COMESA. Le président démissionnaire, en exil à Pretoria ne jurait que par la médiation de la SADC alors qu'une solution malgache-malgache, dirigée par la Société Civile et la Confédération des Eglises, aurait pu normaliser plus rapidement la situation. Par solidarité, ses pairs ne pouvaient que le soutenir. Joachim Chissano, ancien président de la Répu-

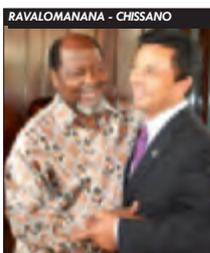


blique mozambicaine, le médiateur en chef du Groupe International de Contacts (GIC – Madagascar), malgré une neutralité de façade, ne ménage pas sa peine dont le seul dessein est de remettre Marc Ravalomanana en selle. Au bout d'une année de négociations, de

sommet en sommet (Maputo 1, Addis-Abeba, Maputo 2), l'ancien président mozambicain fut contraint de passer la main au docteur Leonardo Simao qui n'est autre que son ministre des Affaires Etrangères.

En effet, Joachim Chissano, lauréat 2007 du Prix Mo Ibrahim récompensant les actions d'un leader africain a été rattrapé par les « câbles » de Wikileaks. Ils révélaient qu'étant aux affaires de 1986 à 2004, il ne pouvait ignorer les trafics de drogue qui se tramaient dans son pays et surtout dans le port de Nacala, réputé pour être une plaque tournante internationale.

## LA FEUILLE DE ROUTE DU 9 MARS 11



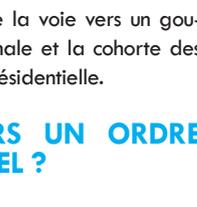
HAT : une administration qui fonctionne, l'armée qui affirme son loyalisme. De l'autre côté, mêmes les fervents partisans du président Marc Ravalomanana, bercés par la voix de leur chef qui intervient en duplex à chaque meeting, ne croient plus tellement à un retour maintes fois reporté de leur poulain.

Le Dr Leonardo Simao et son équipe sont restés plusieurs semaines en immersion à Antananarivo pour rapprocher la position des protagonistes de la crise. Cette méthode a débouché sur une « feuille de route » ; une sorte de draft que tous les partis politiques ont signé qui ouvre la voie vers un gouvernement d'union nationale et la cohorte des élections législative et présidentielle.

## LE RETOUR VERS UN ORDRE CONSTITUTIONNEL ?

Le dernier coup de pouce, qui a fait basculer la négociation, s'est joué entre la SADC et la Francophonie. Au mois de février dernier, Henri de Raincourt, le ministre la Coopération

Depuis maintenant six mois, les clignotants de l'économie malgache viraient de plus en plus au rouge sans oublier la recrudescence de l'insécurité. Les chancelleries constatent l'effectivité du pouvoir de la



française, a effectué une visite de travail à Madagascar. Il a été précédé dans la Grande Ile par le président comorien Ahmed Abdallah Sambi, en visite officielle. Celui-ci n'a pas fait mystère de sa volonté de défendre la position de la COI et de la l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Des émissaires venus d'Afrique du Sud sont venus à Paris dans les valises de Jacob Zuma. En marge des discussions entre les deux Chefs d'Etat sur le G20, début mars, le problème « Madagascar » a sans doute été évoqué. N'ayant pas pu imposer « sa » solution au sein du panel des chefs d'Etat, dans la crise postélectorale ivoirienne, le président sud-africain accepterait-il de boire le calice jusqu'à la lie et céder sur la crise malgache ?

Aujourd'hui, un consensus semble faire l'unanimité : se diriger au plus vite vers des élections pour éviter de perdre du temps et d'asphyxier encore davantage les 20 millions de malgaches.

Le 9 mars dernier, les partis politiques ont accepté de parapher la fameuse « feuille de route ». Les réticences ou objections de la mouvance du président Ravalomanana qui voudrait amender quelques articles notamment le retour et la participation de leur leader aux prochaines élections présidentielles, restent encore en suspens. La mouvance des deux anciens chefs d'Etat (Didier Ratsiraka, Albert Zafy) ont boycotté la signature ; ce qui les relègue directement dans le camp de l'opposition.

Les émissaires de la SADC ont remis le document paraphé au médiateur en chef, Joachim Chissano. Maintenant, il appartient à la troïka (Afrique du Sud, le Mozambique et la Zambie) chargée des résolutions des conflits de la SADC d'avaliser cette solution. Sans compter la capacité de nuisance de Marc Ravalomanana, prêt à tout pour revenir au pouvoir.

Le cas malgache est un mini-laboratoire d'une crise et sa résolution. Il déroule sur deux ans le fil d'une hésitation et de l'incohérence des solutions proposées par la médiation internationale. Pourquoi l'UA s'enferme-t-elle dans un dogme c'est-à-dire une doctrine de légitimité du président sortant en faisant abstraction de la réalité du pays ? Sans compter des lobbies ou des cabinets de communication grassement payés par les protagonistes qui font le siège des couloirs de Bruxelles et du Département d'Etat à Washington ; leurs actions entravent et ralentissent les sorties de crise en Afrique.

Alex ZAKA

## THIERNO BARRY ATTEINT D'UNE SPONDYLARTHRITE



« Ma vie a basculé le 1er juin 2008 »

### DIASPORAS-NEWS : QUEL EST VOTRE RAPPORT AVEC LA SPONDYLARTHRITE ?

**THIERNO BARRY :** Je vous remercie. Comme tout le monde je me portais très bien. Mais ma vie a basculé le 1er juin 2008. Je me suis réveillé ce jour avec des douleurs articulaires atroces. Entré à l'hôpital, les médecins m'ont annoncé que j'étais atteint d'une spondylarthrite.



Un rhumatisme inflammatoire chronique qui touche aussi bien la colonne vertébrale que les articulations. Aussitôt sorti de l'hôpital je crée l'association Malal, pour lutter contre cette maladie méconnue du grand public en Afrique. Pour avoir plus d'informations sur cette maladie, il faut se rendre

sur le site de mon association : [www.associationmalal.org](http://www.associationmalal.org).

### D.N : C'EST DONC VOTRE ÉTAT DE SANTÉ QUI FONDE LA CRÉATION DE L'ASSOCIATION MALAL...

**T.B :** Oui, pour sensibiliser l'opinion. Ne dit-on pas que l'ignorance est le pire ennemi de l'homme ? On ne peut pas combattre quelque chose qu'on ne connaît pas. Dans mon cas les symptômes de cette maladie se sont manifestés depuis l'Afrique. Je refuse donc que cela arrive à d'autres personnes. Je dois informer, sensibiliser, rendre service aux autres. C'est pourquoi je me suis dit qu'il fallait créer une association pour faire connaître la spondylarthrite à tout le monde. Sensibiliser, informer et parler juste, c'est la mission de l'association Malal depuis son existence le 24 août 2009.

### D.N : COMMENT SE MANIFESTE-T-ELLE ?

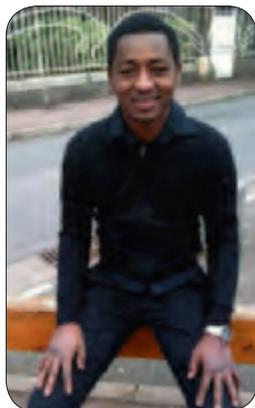
**T.B :** Comme je le disais tantôt, la spondylarthrite se manifeste par des douleurs articulaires, fessières, abdominales, de la colonne vertébrale ainsi que par des tendinites, etc.

### D.N : QU'EST-CE QUE CETTE MALADIE AURA TRANSFORMÉ EN VOUS ?

**T.B :** Elle a aussi bien touché mon cœur que mon corps. Car elle m'a empêché de réaliser mon rêve d'enfant : devenir footballeur professionnel. Je suis un être humain comme tout le monde. Aujourd'hui, j'ai besoin d'assistance ce n'est pas toujours facile. Mais j'ai envie de me battre pour être l'ambassadeur de tous les spondylarthritiques. Je veux mener ce combat et que l'association Malal serve de pont entre l'Europe et l'Afrique. Il y a nécessité de sensibiliser ; un devoir que je fais avec beaucoup de plaisir.

### D.N : AVEZ-VOUS DES SOUTIENS ?

**T.B :** Avant de répondre à votre question, permettez-moi de remercier



Thomas Zinsou, le patron du magazine Diasporas-News. C'est lui mon plus grand soutien, un « grand-frère » qui donne à connaître mon association. Il y a aussi l'aide non négligeable de mon aîné Copa Barry, gardien de but

de l'équipe nationale de Côte d'Ivoire. Celles de ses collègues footballeurs de l'équipe nationale de Côte d'Ivoire tels que Kolo Touré, Salomon Kalou et Gervinho, ne me font pas défaut.



J'ai également le soutien de grands noms de la musique africaine voire mondiale. J'ai été heureux de rencontrer Lilian Thuram, un grand nom du football mondial. J'ai son soutien moral. Son parrainage de l'association des drépanocytaires l'empêche de m'assister. Au final, j'en appelle aux personnes de bonne volonté pour m'aider à sensibiliser en Afrique.

### D.N : ON A LE SENTIMENT QUE LA MALADIE N'A PAS ALTÉRÉ VOTRE DÉTERMINATION...

**T.B :** Oui parce que je combats cette maladie de façon spirituelle et physique. Donc je ne me laisse pas aller au découragement. Le soutien de ma famille, des amis, me reconforte beaucoup ; je ne me sens pas seul dans ce combat.

### D.N : UN DERNIER MOT ?

**T.B :** Je saisis l'occasion pour remercier tous ceux qui m'apportent leurs soutiens moral et financier. Notamment ma famille, mes amis, à vous et à toute la rédaction de Diasporas-News. Je demande à toutes les personnes de bonne volonté de se manifester pour combattre la spondylarthrite.

*Faustin Dali*

Site web : [www.associationmalale.org](http://www.associationmalale.org)

Tél : 06.66.97.61.57

Tél : 06.09.21.17.74.

email : [info@associationmalale.org](mailto:info@associationmalale.org)

# LYON A VECU LA SAGA AFRICA



Yannick Noah aime faire la fête et il ne rate pas une occasion d'en faire profiter son public. Il a transformé les Hall Tony Garnier en boîte de nuit en passant en revue tous les rythmes du genre. En commençant par une chanson en forme d'ode à l'Afrique, Noah a annoncé sa couleur musicale. On a beau chercher, impossible de trouver quelque chose de désagréable à dire de lui. Même après une journée de promo non stop, la personnalité préférée des français est cool, détendue et disponible. Yannick aime la simplicité, mais surtout il préfère le tutoiement que le vouvoiement. Interview :

**DIASPORAS-NEWS : TU AS SORTI UN NOUVEL ALBUM PLUS UN SINGLE QUI S'INTITULE « ANGÉLA », QUI PARLE D'ANGÉLA DAVIS. TU N'AS PAS PEUR DE DÉROUTER TON PUBLIC QUI NE DOIT PAS SAVOIR QUI C'EST ?**

**YANNICK NOAH :** C'est plus l'inverse, je veux la faire connaître ! La lutte des noirs américains pour leurs droits ce n'est pas rien ! Avant toi, j'ai fait une interview avec une jeune fille de 25 ans. Elle m'a dit : « je ne savais pas qui c'était, j'ai dû aller sur Internet. Alors, pourquoi Angéla Davis ? » Eh bien, justement, pour que les gens de sa génération et les mêmes aillent voir qui elle est sur Internet. Et puis, elle est importante pour moi, cette chanson, il y a des signes du destin.

**D-N : DES SIGNES DU DESTIN, CARRÉMENT ?**

**Y.N :** Oui, je t'explique : j'ai chanté cette chanson pour la première fois sur le plateau du Grand Journal à Cannes. Le lendemain, je prends l'avion pour tourner le clip à Harlem. Un couple passe et me demande : « Vous chantez en français ? Vous parlez d'Angéla Davis ? Vous n'étiez pas en France avant-hier ? » Moi, je tombe de ma chaise... En fait, leur fille, qui habite à un bloc de là, fait un documentaire sur elle. Son agent était à Cannes et l'a appelée pour lui dire qu'il venait de voir un truc bizarre : un joueur de tennis qui chantait en français une chanson sur Angéla. Alors que personne n'en parle depuis

25 ans ! Je vais essayer de l'aider à finir de produire son film. Angéla Davis a accepté de parler pour la première fois depuis des années dans son doc.

**D-N : CERTAINS MORCEAUX ÉVOQUENT NOUGAYORK, L'ALBUM QUE CLAUDE NOUGARO AVAIT JUSTEMENT ENREGISTRÉ À NEW YORK ?**

**Y.N :** Tu vois, en voilà, un autre signe du destin ! Ma « case » est sur Central Park. En bas, il y a un boui-boui. Je n'y avais jamais mis les pieds : sale lumière, déco pourrie. Je pars en vacance, je reviens, il y a une fuite chez moi. Le plombier qui vient me dit que le club est super. Alors bon j'y vais, et je découvre un truc fantastique, des musiciens cubains monstrueux... Et puis, un type s'assoit au bar à côté de moi, on discute et il me demande d'où je viens. Et là, il me fait : « Ah ! Tiens, c'est marrant, j'ai joué en France il y a longtemps avec un mec ! Il est venu ici et on a fait un album. Nougaro, il s'appelait. » Je te jure que c'est vrai ! Je suis tombé en bas de chez moi sur des musiciens de Nougayork. Bien sûr, on ne peut pas égaler Nougaro mais c'est un peu mon Nougayork à moi.

**D-N : LES CHANSONS DE TON NOUVEL ALBUM TOURNENT AUTOUR DE LA LIBERTÉ, DES SANS-PAPIERS, D'OBAMA ETC... MAIS JAMAIS DE POLITI-**



**QUE FRONTALEMENT ?**

**Y.N :** C'est tout à fait volontaire. J'ai envie d'être positif, de proposer quelque chose, un genre d'idéal, dans mes chansons. Mais on peut parler de Sarkozy pendant un heure si tu veux.

**D-N : TU LE DÉTESTES TOUJOURS AUTANT ?**

**Y.N :** Je ne dirais pas ce mot, je dirais que je pense toujours autant de mal sur lui. Mais que d'énergie pour nous séparer, pour nous manipuler ! « L'identité nationale », ça m'a rendu dingue ! Depuis que je suis né, j'essaie d'expliquer que mon père, qui est un noir, aimait bien ma mère blanche et que je suis né de cet amour. Elle existe, cette France-là ! Mais ce qui se passe ici, c'est contre tout ce que je suis contre tout ce dont j'ai rêvé... Bon, c'est un sentiment de citoyen, pas de chanteur.

**D-N : DANS UN MAGAZINE EN 1997, TU DIS QUE LA POLITIQUE SERAIT PLUS EFFICACE SI LES FEMMES ÉTAIENT AU POUVOIR.**

# STADEFRANCE®

SAMEDI 11 JUIN 2011

# NUIT AFRICAINNE

NUIT  
CHALEUR  
**MOKOBE**  
CHÂTEAU DE SHOW

CONCERT \*\*\*\*  
ARTISTES  
**MAGIC** CHALEUR  
**SYSTEM**  
CULTURE  
**PATIENCE** **DABANY**  
CHALEUR  
RHYTHME  
DANSE  
AMBIANCE  
**SOIRÉE**  
**JESSY** ART.  
**MATADOR**  
RHYTHME  
COULEURS  
5H DE  
SHOW  
+ de 150 ARTISTES  
CONCERT

5H DE  
SHOW  
**COUMBA GAWLO**  
MUSIQUE  
**BAABA MAAL MORY** NUIT  
**KANTE** SOIRÉE  
FÊTES  
PLUS DE 150 ARTISTES  
**FALLY**  
**IPUPA**  
**OUMOU WERRASON** 5H DE SHOW  
CULTURE  
**SANGARE** **PETIT PAYS**  
PLUS DE 150  
ARTISTES NUIT  
**manu**  
ART  
**dibango**  
**ALPHA BLONDY**  
**SEKOUBA** CULTURE  
CULTURE SHOW  
**BAMBINO**  
5H CHALEUR  
DE SHOW DANSE

NUIT  
MUSIQUE  
ART 5H  
DE  
CULTURE  
SHOW  
**PASSI**  
PLUS DE  
150

+ DE 150 ARTISTES  
POUR 5H DE SHOW ET DE FÊTE

OUVERTURE DES PORTES 17H.  
DEBUT DU SHOW 18H.



STADEFRANCE.COM 0892 700 900

FNAC-CARREFOUR-AUCHAN-VIRGIN-E.LECLERC-GEANT \*10,34 €/l/m

Une production STADEFRANCE en collaboration avec présentée par S&P Pied

SDP Prod : Licence diffuseur 931939 - ©Stade de France® - Macary, Zoubena et Regambal, Costantini - Architectes, ADAGP - Paris 2011 - Photo: F. Aguilhon, Marie-Louise

# Société

## TU LE PENSES TOUJOURS ?

**Y.N :** Absolument ! Ce n'est pas un hasard si des associations comme les Enfants de la Terre sont majoritairement représentées par des femmes. Elles sont naturellement plus généreuses, plus tenaces.

## D-N : PEUX-TU NOUS DONNER TON SENTIMENT D'ANCIEN SPORTIF SUR L'ÉQUIPE DE FRANCE DE FOOT ?

**Y.N :** En Afrique du Sud, je ne sentais rien de cette équipe. Aucune générosité. Ensuite, qu'ils achètent un objet très cher, on s'en fout ! Mais il faut les aider. Regarde Ribéry : il va gagner des millions d'euros par an. Si tu ne les aides pas ces gosses, ils pêtent les plombs. En NBA, mon fils va sûrement gagner autant. Mais j'espère que quand il croisera un môme, il s'arrêtera.

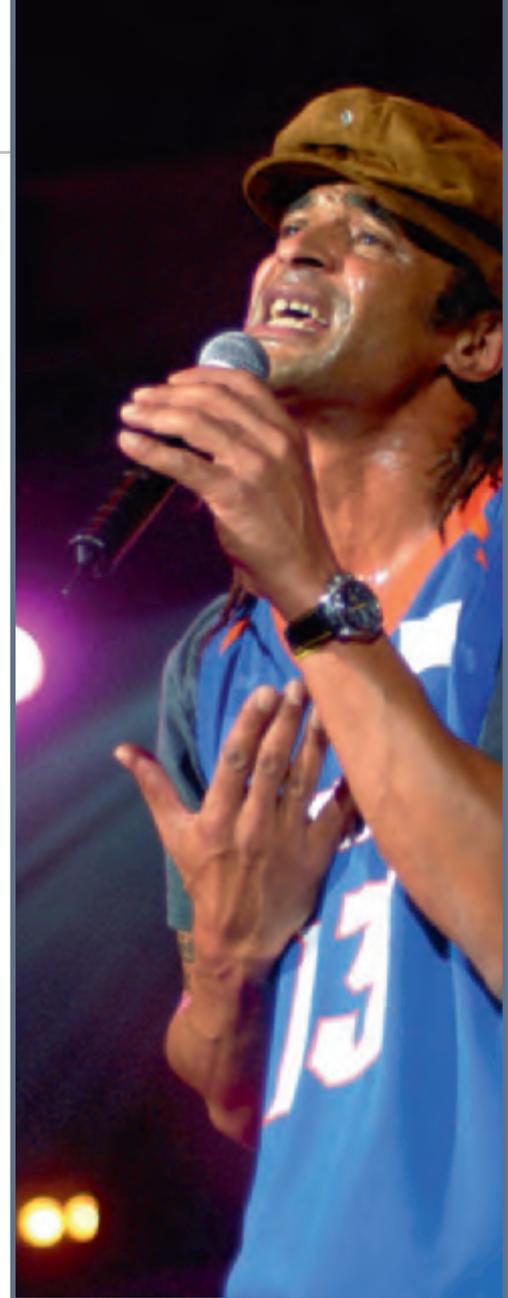
## D-N : TU ES TOUJOURS LA

## PERSONNALITÉ PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS, ÇA COMPTE POUR TOI ?

**Y.N :** Je le prends comme une responsabilité. En fait, ça me cadre. Ça m'empêche de faire trop de conneries. Dans mon public, il y a plein de gosses de 5 à 7 ans. Leurs parents, ça va, on est en phase : ils ont déconné, moi aussi. Les mecs, c'est mes potes (il se marre en imitant un père de famille complice de petites bêtises), mais les gamins.... Je ne veux pas les décevoir.

## D-N : ON CONNAÎT L'AMOUR QUE TU AS POUR LES ENFANTS. TU ES UN PAPA TRÈS CONCERNÉ QU'ESSAYES-TU DE TRANSMETTRE EN PRIORITÉ À TES ENFANTS ?

**Y.N :** La plupart de mes enfants ont grandi, je dirais même qu'ils sont responsables de leurs vies. Mais le dernier est un peu plus



jeune. Je voudrais qu'il soit passionné. Leaders et non suiveurs ! Et j'aimerais qu'il se comporte en vrai citoyen de la terre. Cela devrait venir naturellement, vu que c'est un petit métis. Malgré le fait que je voyage beaucoup, j'essaie de faire en sorte que cette vie de bohème leur soit bénéfique car il a la chance de connaître différents horizons.

## D-N : TU AS DEUX ASSOCIATIONS : « FÊTE LE MUR » ET « LES ENFANTS DE LA TERRE ». TU T'INTÉRESSES AUSSI AUX ENFANTS DES AUTRES ?

**Y.N :** Cela n'est pas une surprise, tout le monde sait que j'aime les enfants. Fête le Mur : de plus en plus de jeunes jouent très bien et un gosse qui manie une raquette, c'est un gamin qui passe plus de temps sur le court qu'à traîner dans la cité. Quant à l'association les Enfants de la Terre, on travaille de plus en plus à l'organisation de voyages, pour permettre aux jeunes de voir du pays.

## D-N : UN DERNIER MOT ?

**Y.N :** Je dirai une seule chose, la paix dans le monde, nous sommes tous des citoyens du monde, quelle que soit sa couleur, origine ou sa religion. Alors pourquoi ce haïr pour si peu de chose, nous sommes sur terre pour très peu de « temps », et j'espère que la nouvelle génération refusera cette violence qui ne sert à rien. Il faut croire à l'amour et moi j'y crois.

PHOTOS ET REPOTAGE : FRANK HALIMI



## UN ESPOIR POUR TOUTE L'AFRIQUE

« IL YA TOUJOURS DANS NOTRE VIE, UN MOMENT OÙ LA PORTE S'OUVRE ET LAISSE ENTRER L'ESPOIR »

L'Association FSE-ESPOIR vous donne l'opportunité de pouvoir contribuer à l'accès aux soins, à l'éducation et à l'espoir pour tous.

Soutenez l'association FSE-ESPOIR, en achetant des t-shirts, casquettes, faire un don en ligne :

[WWW.FSE-ESPOIR.COM](http://WWW.FSE-ESPOIR.COM),

ou par chèque adressé au siège.



**NOUS N'AVONS PAS LE DROIT DE FERMER LES YEUX DEVANT CETTE GRANDE MISÈRE QUI TOUCHE DES MILLIERS DE PERSONNES EN AFRIQUE.**

Nous collectons actuellement pour nos actions humanitaires :  
Fournitures scolaires, jouets, ordinateurs, vêtements, chaussures pour enfants.

Vos dons sont déductibles de vos impôts.  
FSE-ESPOIR Siège social :

25 rue Lanthiez Boîte 41 - 75017 - Paris  
Tél : 01.47.66.18.95 - 07.60.60.46.98  
- 06.17.86.88.02  
[www.fse-espoir.com](http://www.fse-espoir.com)  
email : [association@fse-espoir.com](mailto:association@fse-espoir.com)





## LA RÉGULARISATION PAR LE TRAVAIL, UNE FAVEUR OU UN DROIT ?



**Monsieur F, travaille depuis 8 ans dans la restauration. Il est régulièrement déclaré par son employeur ; il s'acquitte de ses charges sociales et de ses impôts. Mais il est déclaré sous le nom de son frère duquel il a utilisé les papiers. Peut-il être régularisé ?**

Cet exemple est révélateur des questions fondamentales que soulève la situation précaire des travailleurs sans-papiers en France.

### PEUT-ON ÊTRE RÉGULARISÉ EN TANT QU'UN TRAVAILLEUR SANS-PAPIERS ?

Oui avec les réserves d'usage liées aux pratiques de chaque préfecture.

Question ô combien importante puisque dans les faits, les personnes travaillant et résidant en France sans titre de séjour font souvent preuve d'une volonté d'intégration économique et sociale.

Si pour certains sans-papiers, l'absence de titre de séjour est un handicap pour travailler, il arrive parfois à d'autres de diversifier leur formation et de bénéficier d'une insertion professionnelle réussie et être employés en leurs noms par des particuliers ou des entreprises. Ils justifient alors dans ces cas de fiches de paie résultant d'une activité stable en France s'acquittant aussi de leurs impôts et charges sociales.

Face à cette réalité, après divers événements médiatiques et des discussions entre le ministère de l'immigration et les organisations syndicales, un nombre important de textes ont été pris depuis 2007 sur la question de la régularisation des travailleurs sans papiers : loi, arrêtés, circulaires, notes internes, guide de bonnes pratiques, addendum. Si la loi et les arrêtés sont les seuls textes que l'on peut invoquer devant les tribunaux, on observe que les préfectures ont tendance à appliquer les circulaires et les notes internes parfois plus restrictives et inopposables au juge.

Dans tous les cas, le dispositif ainsi mis en place n'a aucun caractère contraignant pour les préfets puisqu'il n'y a pas droit à la régularisation mais une simple faculté de régularisation. En effet il est laissé à la discrétion du préfet une simple possibilité de régulariser exceptionnellement les étrangers résidents en France depuis 5 ans, qui présentent un contrat de travail dans un métier dit en « **tension** » et qui justifient de l'exercice d'une activité antérieure, entendu en pratique qui justifient d'une année de fiches de paie ce qui exclut les travailleurs « **au noir** » et donc la majorité des sans-papiers !

Voilà quelques critères de régularisation qui se dégagent de l'empilement des textes et des pratiques des préfectures.

Pour autant, il ne faut pas s'empêcher de présenter les dossiers pour lesquels ces conditions ne seraient pas remplies mais il faut rester très vigilant !

En ce que des listes de métiers ont été dressées, telle la liste des 30 métiers qui ne correspond pas aux métiers exercés par les étrangers en France, c'est pourquoi les préfectures semblent parfois se baser sur la liste des 150 métiers ouverts pourtant uniquement en droit, aux communautaires ; Avec l'addendum est apparue une nouvelle liste de 85 métiers.

Mais il faut savoir que les préfectures donnent aussi des réponses positives au-delà de ces listes ; soit de façon aléatoire, soit en fonction de leur perception des « tensions » sur certains métiers dans leur département.

Par ailleurs les ressortissants des pays ayant signé des accords bilatéraux bénéficient quant à eux de listes spécifiques de métiers pour lesquels la situation de l'emploi ne leur est pas non plus opposable ;

De toute évidence, ce sont des négociations aux termes desquelles la France demande à ces pays d'accepter l'expulsion de ses nationaux en situation irrégulière ( sans devoir établir un laissez-passer à chaque fois que l'un d'eux est placé en rétention ), en échange de quoi elle s'engage à délivrer plus de visas pour les nationaux et à ouvrir la liste des métiers permettant la régularisation sur place.

A cet égard, c'est en invoquant l'accord franco-sénégalais dans un recours contre une OQTF que j'ai pu avoir gain de cause contre la préfecture de la SEINE SAINT DENIS dans l'affaire de monsieur S, ressortissant sénégalais que j'ai accompagné dans ses démarches de régularisation l'année dernière.

Titulaire d'un BTS option Comptabilité Gestion des entreprises obtenu à DAKAR et entré en France en 2000 avec un visa long séjour pour rejoindre sa famille proche et aussi afin de poursuivre ses études, il avait bénéficié de plusieurs titres de séjours en qualité d'étudiant.

Ensuite le renouvellement de cette carte lui a été refusé pour « **insuffisance de résultat** ».

Néanmoins, à l'issue de ses études il a obtenu un diplôme DPECF comptabilité et a intégré en CDI un cabinet de comptabilité en qualité de comptable après plusieurs stages en entreprise. C'est fort de ces éléments qu'il a présentés une demande de ti-

tre de séjour « salarié » rejetée par le préfet aux motifs :

« Qu'il ne remplissait pas les conditions de délivrance d'une autorisation de travail définies par l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008,

Qu'il n'était pas en mesure de justifier avoir obtenu un visa pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois, ainsi qu'un contrat de travail visé par l'autorité administrative ou une autorisation de travail,

Enfin célibataire, sans charge de famille en France, il ne justifiait pas être démuné d'attaches familiales dans son pays. »

Heureusement que le tribunal administratif a annulé le refus de séjour ainsi que l'obligation de quitter le territoire en se fondant sur la loi et surtout sur la convention franco-sénégalaise qui prévoyait la possibilité de régularisation pour les personnes pouvant se prévaloir du métier de comptable.

Chose assez rare, il faut souligner que cette décision favorable a été rendue contre l'avis du commissaire du gouvernement!

Aujourd'hui Monsieur S, a obtenu sa carte de séjour temporaire mention « salarié » grâce à l'aide et au suivi de notre association.

En conclusion, pour chaque condition et chaque point de procédure nous essayons de connaître les pratiques locales de la préfecture et la DDTEFP pour conseiller au mieux l'étranger tout en gardant à l'esprit que nous pouvons aussi fonder les demandes sur des textes ayant une valeur juridique supérieure si les conditions sont plus favorables.

Enfin, il est nécessaire de faire attention aux codes « **rome** » et de s'assurer de la bonne dénomination de l'emploi occupé.

Dans tous les cas, avant de s'atteler à la régularisation par le travail, il faut d'abord balayer toutes les autres possibilités de régularisation.

Si par exemple une personne pourra bientôt prétendre à une régularisation en raison de dix ans de présence en France ou pour motifs familiaux, il est souvent préférable d'attendre le temps nécessaire pour monter le dossier sans se lancer dans une régularisation par le travail.

Si par contre la personne n'a pas grand-chose à perdre, la question ne se pose même pas...

**Cécile DIMOUAMOUA**  
Présidente I.J.E  
Permanence d'accueil sur rendez-vous  
Maison des Associations 12<sup>ème</sup>  
181, avenue Daumesnil  
Téléphone - 06 63 45 14 05  
- 01 42 39 54 49  
Email : contact@ije-aso.fr



## LES 2ÈMES RENCONTRES AUDIOVISUELLES DE DOUALA « RADO ».

**C'est du 19 au 23 avril prochain qu'auront lieu à Douala, les 2èmes rencontres audiovisuelles sur le thème : LA TÉLÉVISION AFRICAINE et les SATELLITES. Au delà de la question permanente « être ou ne pas être sur le satellite », c'est sur les contenus que se poseront vraisemblablement les vraies questions.**

La Télévision africaine et les satellites"; tel est le thème central des 2èmes Rencontres Audiovisuelles de Douala (RADO 2010), programmées du 19 au 23 avril 2011 à Douala, la capitale économique du Cameroun.

Projections publiques, compétitions, rencontres, marché de programme, colloques et tables rondes, tel est le programme ambitieux concocté par Rémi ATANGANA, le créateur de ces rencontres et qui fut aussi le créateur du FESTEL, Festival de Télévision de Yaoundé.

Mais la thématique est lourde d'interrogations qui seront, il faut l'espérer, formulées lors de



ces rencontres.

Producteurs, réalisateurs, diffuseurs, décideurs, bailleurs de fonds, experts, chercheurs et le grand public, pourront échanger sur ces thèmes avec humilité et, espérons, efficacité.

Au moment où les chaînes de télévision se libéralisent un peu partout, au moment où il va exister autant de chaînes panafricaines que de pays en Afrique Francophone, la grande question que se posent les opérateurs, c'est « être ou

ne pas être diffusé par satellite ? ».

C'est dans cet esprit que les RADO 2011 ouvrent les bras à la participation des opérateurs de tous les bords audiovisuels et des quatre coins du monde, pour y apporter leurs aimables contributions. La mondialisation étant en harmonie avec le satellite et la télévision, autant dire que les participants au colloque international de Douala auront du pain sur la planche, car, ils devront faire des propositions relatives aux défis de la télévision africaine dans un monde global.

Considéré comme un "super canal, le satellite est devenu à la fois l'instrument et l'acteur central de la communication universelle, au service du téléphone, d'Internet, de la radio numérique et de la télévision, TNT-CABLE-ADSL, etc.

Bien loin des principaux usages qui sont



aujourd'hui dévolus au satellite, l'un des colloques des RADO 2011 devra se pencher sur les contenus véhiculés par les télévisions africaines, en ce qui concerne l'esthétique, la qualité technique et surtout l'impact culturel et identitaire du Continent.

Au moment où être présent sur satellite est devenu une référence et un objectif obsessionnel pour chaque média africain. On semble très peu se soucier des capacités techniques et opérationnelles nécessaires à l'aventure satellitaire. De plus, il y a lieu de s'interroger avec sérieux, sur le regard et l'appréciation des uns et des autres à l'endroit des programmes diffusés par les chaînes de télévision africaines, via les satellites à travers le monde.

En effet, même lorsqu'elles ont basées à Paris,

certaines chaînes dites Panafricaines négligent trop souvent la qualité des programmes (à condition qu'il reste de l'argent après avoir payé la facture du satellite).

Ici un reporter aux commandes, là un assistant peu qualifié à la direction des programmes, ailleurs une dépendance trop forte vis à vis d'un gouvernement ou d'un président... et les programmes semblent être faits au service des bailleurs, des copains... et non des téléspectateurs.

Ceci est vrai aussi pour certaines petites chaînes françaises, il n'y a pas d'exception « **inculturelle** » africaine !

Reste qu'il incombe à l'Afrique de maîtriser l'image qu'elle renvoie en ne laissant pas les médias occidentaux en parler (comme ils savent si mal le faire : il suffit de voir le récent et très discuté reportage de M6 sur l'Afrique à Paris !).

Plusieurs questions sur la production, le marketing de programme et de programmation, le choix de grille, la pertinence des contenus éditoriaux, trouveront, c'est à espérer, des réponses au cours des nombreux colloques de ces rencontres.

Les relations entre les états et les télévisions ne seront certainement pas les moindres des aspects évoqués, tout comme la formation, l'indépendance financière des chaînes, etc.

Ne nous y trompons pas, l'avenir de la télévision sera aux mains de ceux qui contrôleront intelligemment les contenus et non ceux qui, encore aujourd'hui, se croient dotés d'un pouvoir éternel en contrôlant les tuyaux. Car les progrès technologiques vont bientôt permettre de véhiculer des images par le simple courant électrique (technologie déjà exploitée sous le nom de courant porteur), comme c'est le cas pour l'ADSL qui passe par de simples lignes téléphoniques. Sans compter la télévision sur Internet qui fait de chaque téléspectateur son propre directeur des programmes !

**Richard JOFFO**

**Programme provisoire et informations sur le site : <http://www.maptel-rado.com>**

## LA LIBRAIRIE ATHENA À DAKAR. TEMPLE DE LA CULTURE ET DE LA LECTURE.

**Au cœur de la capitale sénégalaise se cache un bijou de convivialité, d'intelligence, de chaleur humaine et de culture. C'est la Librairie ATHENA, tenue par uneoureuse des livres et des auteurs : Lina HUSSEIN**

**L**ina Hussein a accepté de nous présenter sa librairie et de répondre à nos questions.

**DIASPORA-NEWS : COMMENT S'EST PASSÉ LA CRÉATION DE LA LIBRAIRIE ?**

**LINA HUSSEIN :** J'ai créé la librairie en

Lina HUSSEIN en compagnie de Mamadou Moussa Diaw, auteur de CHÂTIMENTS



Aout 2006 après avoir suivi une formation au métier de libraire (formation faite sur un coup de tête, 2 mois avant à Paris à l'INFL). J'avais déjà le projet de créer une librairie à Dakar il y a une dizaine d'années. Mais les avis étaient que le marché n'était pas propice à l'ouverture d'une autre librairie (2 grandes librairies existaient déjà Clairafrique et 4 vents), à cause du faible pouvoir d'achat au Sénégal.

Mais en tant qu'amoureuse du livre, de la culture, de l'éducation, il était illusoire de penser que j'abandonnerais l'idée !

**D-N : QUELLES SONT LES PLUS GRANDES DIFFICULTÉS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉES ?**

**LH :** Les difficultés sont nombreuses. D'abord, exister à coté de 2 grandes librairies qui ont pignon sur rue depuis 50 ans, qui ont l'expérience, la notoriété, les moyens. Ensuite, dans un pays tel que le nôtre, où la lecture est un luxe, avec une part importante de la popula-

tion qui est non scolarisée, c'est évidemment très difficile.

**D-N : EST-CE QUE LES SÉNÉGALAIS ET LES DAKAROIS LISENT BEAUCOUP ?**

**LH :** À mon avis, le Sénégalais lisait beaucoup. Il y a une quinzaine d'année nous pouvions remarquer à quel point les Sénégalais avaient des références littéraires, culturelles. Beaucoup d'ouvrages d'auteurs sénégalais étaient primés. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Oui, le Sénégalais quand il le peut financièrement sera un grand consommateur de livres. Les parents essaient vraiment d'amener leurs enfants à la lecture. Je reçois des parents qui se démèneront avec leur budget et qui achèteront au moins un livre par mois à leur enfant

**D-N : QUE LISENT LES SÉNÉGALAIS ?**

**LH :** Le sénégalais lit beaucoup d'essais philosophiques, politiques, de livres sur la religion et sur le développement personnel.

**D-N : COMMENT VOYEZ-VOUS L'AVENIR DU LIVRE ET DE LA LECTURE EN AFRIQUE ET AU SÉNÉGAL ?**

**LH :** Sans être pessimiste, soit les maisons d'édition locales améliorent la qualité de l'édition et de la distribution, soit la lecture ne sera plus qu'un rêve! Non j'exagère. Mais quand on voit qu'aujourd'hui il y a des livres édités à tout va mais que ces livres sont truffés de fautes, n'ont pas de contenus, et que les maisons d'édition ne font absolument rien (et là ce n'est pas de l'exagération) pour que les livres soient en librairie ! Un livre qui paraîtra sera vendu au moment de la dédicace puis impossible de le trouver juste après

Les libraires africains reçoivent également des subventions d'organismes francophones pour le développement de leur fonds, pour les aider à développer la langue française, pour faire des manifestations culturelles... Subvention

qui est quasiment divisée par 3. Et encore une fois, le livre est un luxe que de moins en moins de personnes peuvent se permettre.

**D-N : VOS PLUS GRANDES JOIES ?**

**LH :** Oh les joies sont quotidiennes : quand on conseille un lecteur et qu'il revient nous dire qu'il a aimé le livre, qu'il aime venir à Athéna pour l'accueil, le conseil... quand les enfants ont les yeux qui brillent parce qu'il y a un conteur qui est là rien que pour eux, quand mes auteurs sont heureux de la diffusion de leurs ouvrages... Beaucoup de joies heureusement d'ailleurs !

**D-N : QUELLES SONT LES ANIMATIONS QUE VOUS ORGANISEZ ?**

**LH :** Nous organisons beaucoup de manifestations et régulièrement. Tous les 10/15 jours nous avons, soit une matinée débat autour d'un thème avec journalistes, lecteurs et auteurs, soit des séances de dédicaces des après-midi de lectures, poésie, contes pour enfant, des ateliers



d'écriture, des ateliers philo pour le développement personnel des plus petits...

[HTTP://WWW.FACEBOOK.COM/LIBRAIRIE.ATHENA](http://www.facebook.com/librairie.athena)

LIBRAIRIE ATHÉNA 33, RUE JULES FERRY

TÉL: +221.33 823.89.80

FAX: +221.33.823.89.81

B. P 488 - DAKAR SENEGAL





SITE : WWW.CIGL.FR

Votre Solution Transport



# Transport International Affrètement □ Logistique □ Import-Export Commerce International □ Négoce

**NORD PAS DE CALAIS**

18, Avenue de Flandre  
F - 59170  
**CROIX (LILLE)**

**RÉGION PARISIENNE**

12, rue des Noël  
F - 92230  
**GENNEVILLIERS**

**« Ne cherchez plus, CIGL s'occupe de tous vos envois »**  
Service adapté à vos besoins et à votre budget

**Devis gratuit**

Centrale d'Achat



## NOS ACTIVITES

**Routier**



**Maritime**



**Aérien**



**Fluvial**



**Ferroviaire**



**\* Une équipe à votre service**

- **Lundi au Vendredi**
- 🕒 **de 8h30 - 18h30**
- **Samedi sur RDV**

📞 **06 64 32 57 93**

📞 **03 20 75 79 60**

📞 **01 47 93 63 86**

*Plan au dos*

**Groupage**



**Conteneurs**



**Véhicules**



**Lettres Colis**



**Bagages**



→ **Afrique**      → **Amérique**  
→ **Asie**      → **Europe**

**\* NOS PARTENAIRES**

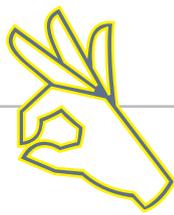
▪ **Transporteurs** • **Entreprises**  
▪ **Commerçants** ▪ **Particuliers**

Ne pas jeter sur la voie publique

**SARL CIGL au capital de 25000€ · RCS Roubaix-Tourcoing SIRET: 5108148580013**

**Siège : 18 Résidence Flandre - Av. Flandre · 59170 CROIX · info@cigl.fr · Tél./Fax 0 320 757 960**

**Région Parisienne : 12 rue des Noël · 92230 GENNEVILLIERS · Tél. 01 47 93 63 86**



## POULET KÉDJÉNOU

Préparation 20 mn

Cuisson 40 mn

Difficulté \*\*

Pour 4 Personnes

### \*\*\*INGREDIENTS

1 Poulet fermier  
3 gros oignons  
4 aubergines Africaines (petites)  
3 tomates fraîches  
2 feuilles de laurier  
1 cube de bouillon  
3 gousses d'ail écrasées  
1 racine de gingembre  
2 piments rouges  
2 cuil. à soupe d'huile de tournesol  
1 verre d'eau  
Sel, Poivre  
1 cuil. à soupe de poudre de poisson séché.



### \*\*\*PREPARATION

Découpez le poulet en morceaux réguliers.

Dans un récipient lavez les morceaux de poulet avec de l'eau vinaigrée, égouttez, salez, poivrez. Réservez.

Lavez, épluchez, épépinez puis coupez les tomates fraîches en quartiers.

Lavez puis coupez les aubergines en cubes.

Dans un canari ou à défaut une cocotte épaisse, faites colorer les morceaux de poulet avec les 2 cuil. à soupe d'huile de tournesol et ajoutez l'ail haché, les oignons émincés, les tomates, le gingembre en purée, le bouillon de cube, les aubergines, la poudre de poisson, les piments entiers et les feuilles de laurier.

Mouillez avec un verre d'eau, puis fermez hermétiquement avec un couvercle épais qui ne laissera pas échapper la vapeur.

Dès que la préparation mijote soulevez le récipient et, sans ouvrir faire tourner le contenu afin que tous les aliments puissent cuire uniformément.

Recommencer l'opération toutes les 10 minutes au bout de 35 à 40 minutes c'est à point.

Servez chaud avec de l'attiéké, du riz ou du foutou d'igname.

C'EST UN PLAT ORIGINAIRE DE CÔTE D'IVOIRE BIEN CONNU PARTOUT EN AFRIQUE.  
C'EST UNE RECETTE D'UNE GRANDE SIMPLICITÉ, MAIS QUI DEMANDE UN BON DOSAGE POUR AVOIR LA BONNE QUANTITÉ DE SAUCE À L'ARRIVÉE.



Bon appétit  
Danielle EBENGOU

## QUEEN AFRICA

DECouvrez L'AFRIQUE AVEC MISS BIOT

LA PIERRE DE ZEAGLO

VENTE EN GROS ET EN DETAIL DES PRODUITS ALIMENTAIRES  
EXOTIQUES, COSMETIQUES ET OBJETS D'ART D'AFRIQUE

DVD, Cassettes vidéo, CD, Cassettes audio  
(poissons fumés, attiéké, Crabes vivants, Saka-saka, Crevette fumées  
Morue salées, Capitaines salés etc.....)

Couture sur mesure, Location de salles des fêtes et de bureaux.

Tél.: 01 42 54 20 33 - Port.: 06 30 31 76 24  
queenafrika@orange.fr

57, rue Doudeauville - 75018 Paris - Métro : Château Rouge

# HOROSCOPE

## BELIER

Vous êtes sur les nerfs en ce moment, essayez de vous maîtriser et de vous montrer plus douce surtout avec votre partenaire. Vous faites preuve d'impatience, prenez votre temps, l'essentiel est de consolider les acquis. Relaxez-vous davantage !

## TAUREAU

Vous êtes débordante d'énergie et vous allez trop vite. Mettez-la en veilleuse avec votre partenaire car il n'apprécie pas que vous lui donniez des ordres! Accepter parfois l'aide des autres peut être profitable. N'accélérez pas trop la cadence, reposez-vous un peu.

## GEMEAUX

Vous vous affirmez et cela vous donne des ailes! Profitez-en sur le plan professionnel pour poser quelques jalons. Vous êtes tendue en ce moment et cela joue sur votre sommeil et votre appétit.

## CANCER

Votre self contrôle vous permet d'éviter les tensions au travail. Essayer de remettre les pendules à l'heure avec vos collègues. Ne vous mêlez pas des affaires des autres ce mois-ci! Faites de l'exercice physique c'est bon pour la santé et le moral.

## LION

Ne prenez pas de décisions avant le 23. Avec votre partenaire essayez d'arrondir les angles et tout ira bien. Armez -vous de patience, n'allez pas trop vite! Vous êtes un peu nerveuse en ce moment.

## VIERGE

Vous êtes plutôt débordée ces temps-ci, sachez prendre de la distance sans en faire un drame.

Célibataires: n'hésitez pas, ouvrez-lui votre coeur. Vous stressez trop, essayez de vous détendre.

## BALANCE

Vous êtes désagréable avec votre entourage et votre partenaire. Célibataires ne vous renfermez pas, amusez-vous ! Au plan professionnel vous vous en sortez bien. La mauvaise humeur est de mise en Avril ! Vous savez faire la part des choses entre travail et vie privée. Gardez ce que vous pensez pour vous! Des tensions au travail? Avec votre partenaire c'est le grand amour. Ce mois-ci c'est la grande forme, néanmoins mangez léger!

## SCORPION

Dites ce que vous pensez sans en rajouter et tout ira bien. Imposez-vous si vous voulez qu'on vous écoute. Faites du sport pour venir à bout de votre nervosité.

## SAGITTAIRE

Vous êtes disposée à faire ce qu'il faut pour que les choses avancent. Avec votre partenaire c'est le bonheur complet! Restez telle que vous êtes et ne vous montrez pas aussi méchante. Personne n'est parfait, lâchez du lest.

## CAPRICORNE

Rien ne vous arrête pour atteindre vos objectifs. Avril est le mois des remises en question. Sur le plan sentimental vous avez des doutes, réfléchissez avant toute décision! Vous vous sentez fatiguée et sur les nerfs.

## VERSEAU

La chance est de votre côté ce mois-ci, profitez-en, même si cela en dérange certains. Pur bonheur sur le plan des sentiments amoureux. Peut-être un projet qui se concrétise? Suivez votre instinct! Soufflez un peu cela fait du bien.

## POISSONS

Vous savez faire la part des choses entre travail et vie privée. Gardez ce que vous pensez pour vous! Des tensions au travail? Avec votre partenaire c'est le grand amour. Ce mois-ci c'est la grande forme, néanmoins mangez léger!

## Jeux : SUDOKU

	9							8
		3	2		7		9	
	6					7		
					1			6
		5	4	3	2	1		
4			7					
		7					3	
	2		9		8	6		
1							4	

	5				4		8	
8				9	6		3	
1					8		2	
		2	9	6		4		
	9	6				5	1	
		5		3	7	2		
	4		5					1
	3		6	2				9
	7		8				5	

**@BIDJ@N.NET<sup>®</sup>**  
Shopping

*La presse n'a jamais été  
aussi proche de vous !*



**<http://shopping.abidjan.net>**

Achetez dans le kiosque numérique d'Abidjan.net  
vos Journaux, Magazines, Livres, Musique ...

Contactez-nous pour créer votre compte Shopping :  
Côte d'Ivoire +225 20 33 49 52 / [shopping@weblogly.com](mailto:shopping@weblogly.com)



Retrouvez nous sur:

**nguf**  
canal 483

**orange**  
canal 380

**free**  
canal 187

**numericable**  
canal 414

**ci**  
clubInternet  
canal 187

**Bbox**  
canal 215

**CANAL SAT**  
canal 12

**Satellite  
HotBird 6**  
canal 158



ainsi que sur [www.telesud.com](http://www.telesud.com)